

T2137-551-8,00 F

ISSN 0026-9433



abdo

DOSSIER

monde

Libertaire

Contre Le Racisme 5

FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°551 JEUDI 29 NOVEMBRE 1984 8,00 F

pour l'égalité contre le racisme

entraide



INSÉCURITÉ

Le XVIII^e arrondissement, enjeu électoral pour les politiciens de tous bords.

PAGE 3

SACCO ET VANZETTI

Le 23 août 1927, Sacco et Vanzetti étaient assassinés par la « justice » américaine.

PAGES 10 ET 11

NICARAGUA

Etat d'urgence au Nicaragua face aux menaces américaines.

PAGE 12

FOP. 2520

éditions

• « EL HORIA »

Le groupe de Rouen édite un journal franco-arabe : « El Horia ». Le n°4 vient de sortir, avec au sommaire : « Convergence 84 pour l'égalité », Mohamed prend ta valise, Tu restes ou tu pars ?, Répression à Lille, Le Pen/la gégéne, La Goutte-d'Or, Algérie 54-62, etc. Abonnement pour 4 numéros : 25 F minimum, soutien : 50 F. Envoyez vos chèques à « El Horia », 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

• AGENDA

Le voilà enfin ! Le premier agenda du *Monde libertaire* est en vente à la librairie du M.L. pour le prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).

Vous y trouverez : d'utiles adresses, des repères historiques, des conseils bibliographiques, des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...

Adressez vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, en joignant un chèque à l'ordre de « Publico ».

• CARTES POSTALES

Le groupe du 3^e arrondissement a édité une série de sept cartes postales sur les thèmes suivants : « La liberté d'expression », « L'Armée », « L'Education », « La religion », etc.

Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F la série et de 7 F au-dessus de 5 exemplaires.

• AUTOCOLLANTS

Pour faire connaître *Le Monde libertaire*, tout en le soutenant financièrement, le groupe Libertad a édité un autocollant. En vente à la librairie du Monde libertaire : 25 F les 50 ex., 3 F l'unité. Autre autocollant disponible : « Français-Immigrés, une seule classe ouvrière », 20 F les 50 exemplaires.



• AFFICHE



Une affiche (45x56,5) est disponible à la librairie du Monde libertaire : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F l'unité.

• BADGE

Le groupe Paris 3^e a édité un badge (38 mm.) contre le racisme, en blanc ou en jaune. Son prix : 6 F l'unité ou 4 F pour 10 exemplaires et plus.



• AFFICHE



Une affiche (62x91,5) est disponible à la librairie du Monde libertaire : 1,10 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F l'unité.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publ Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
 145, rue Amelot, 75011 Paris (m^e République)
 tél. : 805.34.08

communiqués

• VILLEJUIF-VITRY

Le groupe de Villejuif-Vitry assure une permanence de 15 h à 17 h, tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, salle Gérard-Philippe, au 2, rue Louise-Aglé-Cretté, à Vitry.

D'autre part, deux ventes du *Monde libertaire* sont assurées : à Vitry, au marché de la place de l'Eglise, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin ; et à Villejuif, au marché Romain-Rolland, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin.

• NIMES

Afin d'accroître son impact local et de permettre aux libertaires gardois de se rencontrer et d'agir avec plus d'efficacité, le groupe libertaire du Gard a loué un local dans le centre ville de Nîmes, qui ouvrira ses portes quand les réparations seront terminées. Nous invitons tous les sympathisants libertaires à nous aider financièrement et physiquement que ce soit pour les réparations ou pour des initiatives lorsque le local sera ouvert. Ecrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• ANGOULÊME

Le groupe d'Angoulême tient une permanence et une table de presse tous les mercredis, de 18 h à 20 h, au café de la Plage, 10, rue Saint-Ausone, Angoulême.

• CORBEIL

Un groupe anarchiste est en formation sur Corbeil, pour tout contact écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• VENDÉE

Une liaison vient de se constituer en Vendée. Les anarchistes vendéens entendent bien dynamiser le mouvement libertaire dans le département et en faire, à terme, une force politique avec laquelle il faudra compter. Plus une minute à perdre donc pour tous les Vendéens recalés du socialisme, décentrés du parlementarisme, déçus du capitalisme, décalés du réformisme... branchez-vous « anarcos », en écrivant « rapidos » à : C.L.Y., c/o C.O.R., bât. A, esc. D, Cité des Forges, 85000 La Roche-sur-Yon.

• POITIERS

La liaison de Poitiers participe à l'émission « Cactus » sur R.P.O.-Forum, 90 MHz, tous les mercredis, de 13 h à 14 h. Lors des prochaines émissions, il sera question des mesures racistes prises par le gouvernement et de la « Convergence 84 pour l'égalité ». D'autre part, nous tenons une table de presse tous les dimanches sur le marché de la Z.U.P. des Couronneries, de 11 h à 12 h.

débats

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine organise une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates, la riposte aux mesures racistes gouvernementales », à la salle municipale, 40, rue de la Justice, Argenteuil, à 20 h, le samedi 1^{er} décembre.

• NANCY

La liaison de Nancy organise le vendredi 7 décembre à la M.J.C. Saint-Evre-Lillebonne, à partir de 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• LE MANS

Le groupe M.L.-Berneri du Mans organise le vendredi 30 novembre, à 20 h 30, à la maison de quartier de Maillette, une réunion publique sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• BREST

Le groupe de Brest organise une réunion-débat, le vendredi 7 décembre, à 20 h 30, au Centre social de Bellevue (« Cinéma Xenon »), « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• TOULON

Le groupe « région toulonnaise » organise le vendredi 7 décembre, à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon, une réunion-débat sur « Histoire des objecteurs, insoumis et déserteurs » avec la participation de Michel Auvery (qui dédicacera son livre à cette occasion).

• GIF-SUR-YVETTE

La pensée libertaire, avec l'aide du groupe Emile-Pouget (vallée de chevreuse), organise le dimanche 2 décembre, à Gif-sur-Yvette, salle de la terrasse (face à la poste) un festival du film libertaire.

14 h 30, *Kashima paradise*, réal. Y. le Masson, B. Deswarte ; 17 h 30, *Ecoutez May Picqueray*, de Bernard Baissat ; 20 h 30, *L'An 01*, réal. J. Doillon et Alain Resnais, scénario : Gébé. Les films seront suivis d'un débat (entrée libre).

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise une série de débats sur le thème : « L'Anarchie dans la société moderne ». Prochain rendez-vous : vendredi 30 novembre, « Les travailleurs immigrés », avec des militants de la Fédération anarchiste communiste algérienne, au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e, à 20 h.

• PARIS

Le groupe Eugène-Varlin organise une série de cours sur le thème « L'Autogestion », à partir de 20 h, au patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure, Paris 15^e (métro : Boucicault). Au programme :

Le vendredi 7 décembre : « L'Homme devant le problème gestionnaire ».

Vendredi 14 décembre : « Les "tentatives" autogestionnaires ».

Vendredi 21 décembre : « Le fédéralisme ».

Vendredi 4 janvier : « La grève expropriatrice et gestionnaire », « Le problème du syndicat ».

Cette série de cours se terminera par une grande fête, avec bal-musette, le samedi 12 janvier, de 14 h à 24 h.

• LILLE

Le groupe de Lille organise le vendredi 7 décembre, à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement (M.N.E.), 23, rue Gosselet, Lille, (à 150 mètres du boulevard J.-B. Lebas), un meeting anti-raciste.

• PARIS

Des groupes de Paris et de la région parisienne organisent jeudi 29 novembre, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11^e, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates, la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Insécurité et racisme dans le 18^e — PAGE 4 : En Bref, Chômage, Congrès F.O. — PAGE 5 : Nouvelle Calédonie, Communautés, Procès, Bella en lutte — PAGE 6 ET 7 : Contre le racisme — PAGE 8 ET 9 : Mineurs anglais en grève — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Note de lecture, Radio-Libertaire, Editions du Monde libertaire — PAGE 12 : Nicaragua, Tchad, Algérie.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration
 145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plus fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Cheque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

LE PEN DANS LE XVIII^e

La manifestation du Front national dans le XVIII^e arrondissement n'a pas été le vaste rassemblement annoncé. Environ un millier de « beaufs » ont défilé de la place Clichy à la mairie du XVIII^e, encadré par les troupes du F.N.J. (Front national de la jeunesse). Les bruits qui couraient depuis le début de la semaine sur d'éventuels débordements violents, organisés après la dispersion se sont avérés sans fondement...

Il est vrai que l'extrême droite musclée, spécialiste des descentes militaires sur les marchés ou dans les réunions antiracistes, n'avait pas répondu à l'appel du député borgne. Malgré cela, plusieurs personnes ont été agressées, pour l'unique raison qu'elles manifestaient leur hostilité face à ce défilé ultra-nationaliste. Ainsi, des habitants du quartier qui gueulaient de leur fenêtre au passage du cortège tricolore ont vu leur porte voler en éclat

sous les coups des nerfs du F.N.J. Un photographe qui tentait d'immortaliser la scène a été sérieusement molesté.

Quant à ceux qui regardaient passer Le Pen d'un sale œuil, ils se faisaient copieusement insulter : « Retourne dans ton pays ! », « Va te faire sauter par tes compatriotes ! », etc. Les slogans lancés étaient sans surprise : les sempiternels « La France aux Français ! », « Bandler, démission ! », et autres « Rétablissons la peine de mort pour les assassins ! ». En fait d'insécurité, c'est surtout la population de la Goutte-d'Or qui semblait avoir peur. Les endroits du quartier habituellement bourrés de monde étaient singulièrement déserts...

Une manifestation « antifascistes », trop tardivement appelée par la radio pirate Mouvance — qui émet de la Goutte-d'Or — a rassemblé environ 150 personnes. Les militants antiracistes ont circulé dans les rues de la Goutte-d'Or afin de pallier aux risques de razzias... Notons au passage que la journaliste de *Libération*, suivant cette action, s'est crue obligée d'écrire que « Deux ou trois Français étaient présents parmi les noirs et les Arabes », faisant toujours le même tri entre antiracistes français et immigrés. Le Front national aurait téléphoné à plusieurs radios et Télévisions en disant que des « antifascistes » communistes allaient faire couler le sang des Français ! (1). En tout cas, les C.R.S., pour-

tant omniprésents dans le quartier, faisaient preuve d'une discrétion remarquable... peut-être pour favoriser les affrontements ? Pourtant, les manifestants n'avaient pas d'autre but que d'assurer une vigilance au cas où... Finalement, aucun accident n'a eu lieu.

Le Front national (1) veut utiliser les faits divers récents dans le XVIII^e pour s'implanter dans ce quartier qui commence à être lui aussi pollué par les thèses xénophobes et nationalistes. Comme ses grands cousins de l'opposition « respectable » : Juppé, Bloch ou Chinaud, Le Pen hurle à l'insécurité tout en provoquant habilement les réactions de peur... L'enjeu est évidemment électoral. Le Front national est fermement décidé à remporter une centaine de sièges en 86 (1). Déjà, Le Pen annonce qu'il va politiser à fond les élections cantonales. L'extrême droite va-t-elle rentrer comme dans du beurre dans un des derniers quartiers vraiment populaires de Paris ou bien les racistes vont-ils tomber sur un os avant ? La réponse sera directement dépendante de notre choix à tous face à cette situation...

Groupe Libertad

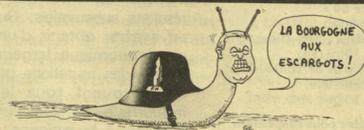
(1) Une affiche officielle du Front national couvre les murs du XVIII^e arrondissement : sur fond rouge, on y voit une femme se faire arracher son sac à main par un « loubard ». Sous la photo, ce slogan : « Si demain, c'était vous ? Rétablissons la peine de mort ! » Carrément !

Editorial

LES mobylettes de « Convergence 84 », parties de Marseille le 3 novembre dernier, entreront dans Paris samedi prochain, 1^{er} décembre 1984. Nul doute que l'arrivée des rouleurs de l'antiracisme va être encore une fois la foire à la récupération politique. Tous les « professionnels » de l'antiracisme seront au rendez-vous, avec des cartes et des bulletins de vote plein les poches, afin de recoler militants et électeurs pour leurs sectes respectives... A « Convergence 84 » de savoir faire face à ça. La Fédération anarchiste n'a pas pour habitude de faire son beurre sur le dos de ceux qui se battent.

Nous serons évidemment présents pour réaffirmer notre solidarité avec les rouleurs de « Convergence 84 », mais nous restons fermement convaincus qu'il n'y a rien à attendre d'un pouvoir quelconque pour combattre le racisme qui gagne chaque jour du terrain, et que nous ne devons compter que sur nous-mêmes pour lutter contre ceux qui, par intérêt politique, propagent la haine et l'intolérance dans la population.

Depuis le départ des mobylettes, la tension s'est encore accrue : à Epone, un travailleur turc a été abattu par un vigile ; à Chateaubriant, un jeune chômeur a déchargé son fusil dans un café turc, tuant deux ouvriers... Dans le XVIII^e arrondissement de Paris, le Front national a pu défilé aux cris de « La France aux Français ». Georgina Dufoix, après avoir annoncé une série de lois scélérates contre les travailleurs immigrés, déclare que « dans l'atmosphère qui prévaut aujourd'hui en matière d'immigration, le gouvernement commettrait une erreur en se lançant dans une dénonciation de ce que fait Chirac, puisque l'opinion souhaite encore plus de restrictions... » Aujourd'hui, plus que jamais, la lutte contre le racisme et pour l'égalité est essentielle ! L'indifférence revient à être complice. Tous dans la rue, samedi 1^{er} décembre !



LE XVIII^e arrondissement est sous haute surveillance depuis qu'un tueur, vraisemblablement un dangereux malade (1), s'attaque aux grands-mères. Les rues sont sillonnées par des patrouilles de C.R.S. armés, des flics en civil se balladent partout, à tous les carrefours sont stationnés des gros cars vert-de-gris... Les murs sont couverts d'affiches tricolores du Front national « Contre l'insécurité », les boîtes à lettres sont envahies de tracts pour le rétablissement de la peine de mort contre la « vermine qui envahit notre vieux quartier, drogués, racketteurs, loubards, etc. » ; l'air est devenu irrespirable !

La peste gagne du terrain

La psychose déclenchée par un horrible, mais banal, fait divers est évidemment un fumier fertile pour les amis de Jean-Marie Le Pen qui tentent, depuis les municipales (où ils récoltèrent 3% des voix) de s'implanter dans l'arrondissement. Elle sert également MM. Juppé (R.P.R.), J.-P. P. Bloch et Roger Chinaud (U.D.F.) qui organisent avec brio la paranoïa des personnes âgées pour démolir les socialistes.

La semaine dernière, 2 000 vieilles dames ont été convoquées par lettres nominatives à une manifestation à la mairie du XVIII^e contre l'insécurité et le « laxisme » gouvernemental... Les militants R.P.R. se mettent à la « disposition » des personnes âgées pour les accompagner lorsqu'elles vont toucher leurs pensions et mandats... les affichettes fleurissent chez les commerçants, invitant les gens à demander des escortes policières. Un « Comité contre l'insécurité » s'est créé, à l'initiative « d'habitants du XVIII^e » — qui font de bizarres fautes d'orthographe dans les noms de rues ou de métro de leur « cher quartier » —, exigeant le retour de la guil-

lotine et la démission de Bandler, thèmes présentés comme « apolitiques » ! Ce comité appelait à manifester à quelques centaines de mètres du ras-

sembler piégé... Il n'en est rien ! Le pouvoir, même s'il continue à tenir un discours de gauche très traditionnel, afin de ne pas froisser encore plus la sensibilité des militants socialistes, tire très bien les marrons du feu. Comme pour l'îlot Châlon, il laisse l'opposition faire de la surenchère sur les thèmes de la violence et de l'insécurité, et met en place un formidable appareil policier avec des buts très précis. C'est uniquement pour la galerie que droite et gauche se renvoient la balle !

Vers la déprolétarianisation

La normalisation des quartiers prolétaires parisiens passe par la déportation de la population vers les banlieues dorciées. Il faut savoir qu'un projet de « réhabilitation » de la Goutte-d'Or (on appréciera le terme !) est en cours (2). Ce projet comprend la démolition d'un nombre considérable d'immeubles vétustes, mais n'a pas prévu le relogement des familles qui vont être jetées à la rue.

ETAT DE SIÈGE DANS LE XVIII^e ARRONDISSEMENT

semblément du Front national, comme par hasard. Lundi 19 novembre, un débat était organisé à la mairie par les conseillers municipaux, avec la présence du préfet de police, du directeur de la P.J. et du directeur-adjoint de la sécurité publique. Lionel Jospin s'est fait huer et a du interrompre son discours sous les cris hystériques des mêmes chauffées à blanc par l'opposition.

Les socialistes piégés ?

Dans ce climat de haine et de délire sécuritaire, le gouvernement socialiste pourrait sem-

bler piégé... Il n'en est rien ! En effet, lors des raffles quotidiennes, des contrôles d'identité musclés, qui est visé ? La population immigrée. Le filet tendu sur le XVIII^e est destiné avant tout à coincer les travailleurs immigrés clandestins et à démanteler tout foyer potentiel de rébellion, bref à normaliser cette zone de la capitale encore mal contrôlée. Le XVIII^e compte aujourd'hui 555 policiers et 80 C.R.S. pour une population de 186 000 habitants... l'augmentation des effectifs réclamée par l'opposition et par la majorité démontre de façon éclatante l'union sacrée de ceux qui tiennent un seul discours : celui du pouvoir.

Il est évident que la population, en majorité immigrée, est gênante pour les magouilleurs de l'immobilier et la mairie de Paris. Aussi, comme dans le quartier de la gare de Lyon ou le XX^e, « on » a laissé pourrir la situation. « On » a concentré dans certaines zones des milliers de personnes contraintes de vivre dans des logements promis à la rénovation depuis le début du siècle, « on » a laissé se développer, voire favoriser, la petite délinquance, le trafic de drogue, la prostitution, etc., et quand le fruit a été bien pourri, « on » pousse les hauts cris pour qu'on le jette !

La preuve de l'alliance effective entre droite et gauche est bien le fait que le seul sujet véritable de chamaille reste de savoir qui, de l'ex-majorité ou de la nouvelle, a mieux œuvré pour que le XVIII^e soit l'arrondissement le plus fliqué de Paris ! Que les Français se montent contre les étrangers, que la haine raciste empoisonne le quartier, que des gens se retrouvent sans abri en plein hiver, que des immeubles se cassent la gueule tant ils sont délabrés importe peu... Tout au plus de bons sujets pour attirer les foules aux foires électorales, avec d'un côté les discours pseudo humaniste : « les pauvres malheureux, il faut les aider » et de l'autre, « il faut raser tout ça ! » En l'occurrence, c'est « il faut raser tout ça ! » qui prévaut.

Les gouvernements se succèdent, mais ils ont tous le même rôle : protéger les intérêts capitalistes. Et pour cela, ils doivent, quelque soit les idées dont ils se réclament, intensifier toujours plus le contrôle social contre les défavorisés. Le déferlement policier sur le XVIII^e n'a pas d'autre but. Pour preuve, la centaine d'arrestations qui a eu lieu la semaine passée... Ça fait beaucoup de « tuteurs de vieilles dames », n'est-ce pas ?

Gil
Gr. Libertad

(1) A noter qu'au début de l'affaire, la police parlait de « drogués en état de manque », que « ça venait de la Goutte-d'Or », thèses reprises complaisamment par les médias et abandonnées depuis... Ça s'appelle de l'intoxication, ça !

(2) Voir à ce sujet le dernier numéro d'El Horia, journal réalisé par le groupe de Rouen de la F.A., en vente à la librairie du Monde libertaire, 6 F.

en bref... en bref..

• Pour changer l'école, on pourrait peut-être changer... l'école ! », c'est ce que nous propose un enseignant, lors d'une réunion-débat le 1^{er} décembre, de 15 h à 17 h 30, au : 33, rue des Vignes, Paris 20^e (métro : Avron ou Buzenval).

• A l'issue de la IV^e rencontre nationale contre la symbiose Armée-Ecole, à Angers, en septembre dernier, il a été décidé qu'une nouvelle affiche serait éditée. C'est fait ! Vous pouvez adresser vos commandes à la Coordination parisienne contre les accords Armée-Education, 19, cité Dupont, Paris 11^e.

• Le comité de soutien aux utilisateurs des lieux de vie a donné naissance à M.A.C.A.N.I., c'est-à-dire Mouvement associatif de coordination pour l'accueil non institutionnel. Vous pouvez joindre M.A.C.A.N.I. au 50, rue de Bourgogne, Vert-Galant, 93290 Tremblay-lès-Gonesse (tél. : (1) 860.59.97).

• Le Centre de documentation et d'information lycéen (C.D.I.L.) se propose de réunir, d'archiver et d'étudier toutes les formes d'expression lycéenne ou jeune : journaux lycéens, émissions de radio, vidéos, théâtre ou musique... Pour tout contact, écrire à : C.D.I.L., B.P. 67, 93101 Montreuil cedex (tél. : 840.55.13 ou 806.19.27 ou encore 287.51.78).

• Le vendredi 30 novembre, de 18 h 30 à 24 h, est organisé par le Collectif accueil et participation de « Convergence 84 » une soirée-débat-fête. Elle se déroulera dans l'école Diderot, rue E. Pelletant, Vitry (94). Les « rouleurs » partis de Toulouse participeront à cette fête.

• L'Union française pour l'esperanto organise des stages d'esperanto dans toute la France. Ces stages durent un week-end et permettent une prise de contact avec cette langue. Pour obtenir de plus amples renseignements : U.F.E., 4 bis, rue de la Cerisaie, Paris 4^e.

• Université « Convergence 84 pour l'égalité ». Le vendredi 30 novembre est organisée à Jussieu une série de conférences et de débats à propos du racisme à travers l'histoire. Cela se passe à l'université de Jussieu, amphithéâtre 55 et 24.

AU CONGRÈS DE FORCE OUVRIÈRE LE SYNDICALISME RÉFORMISTE A VÉCU DE BELLES HEURES !

UNE salle bondée ! Plus de trois mille cinq cents délégués assistent à ce congrès où tous les âges et les deux sexes sont représentés, même si les jeunes dominent et que les femmes sont plus rares.

Le rapport confédéral est celui que l'on pouvait attendre d'un syndicalisme boiteux qui s'appuie sur une seule béquille : le syndicalisme réformiste, en négligeant la seconde, aussi indispensable, le syndicalisme révolutionnaire ; ce qui inscrit son action dans les seules perspectives qu'offrent une économie bien malade et des structures politiques contraignantes. La crise économique mondiale suscite des transformations profondes de la façon de vivre des populations salariées et ce syndicalisme-là n'offre plus qu'un champ limité à la revendication, nourrit plus par des proclamations ronflantes que par des résultats substantiels. Que peut-on espérer obtenir d'un système économique largement tributaire des mutations profondes qui secouent tous les pays industrialisés ? Des encouragements à la patience, l'espoir illusoire de revenir aux temps anciens, sinon des faux semblants ?

Malgré les jolis mouvements de menton de la droite comme de la gauche, la distribution de la part de revenu national consentit aux différentes couches sociales est une fois pour toute bloquée. Etat, patrons, syndicats essayent bien de grappiller quelques broutilles pour arrondir leur part afin de cons-

tituer un panneau réclame pour les élections sociales, et même les autres, mais sans espoir de modifier sérieusement ce partage que la concurrence internationale rend inextensible ; avec naturellement comme exception qui confirme la règle, les sociétés multinationales qui, elles, ont la ressource de jouer la santé économique d'une nation contre celle d'une autre, ce qui leurs permet de tirer leur épingle du jeu... provisoirement !

Cette auto-discipline à rester dans le cadre du système, que s'impose Force ouvrière en renvoyant aux politiciens le soin de faire le reste, ce qui marque son caractère réformiste, ne l'autorise pas à prétendre, comme elle le fait à chaque congrès, qu'elle est l'héritière du syndicalisme français du début du siècle. Disons qu'elle peut se réclamer de l'héritage de Niel ou de Jouhaux, mais difficilement de celui de Griffuelhes ou de Pougé ! Comme elle peut se réclamer de certains paragraphes de la Charte d'Amiens, ceux où l'on y traite de l'indépendance envers l'Etat et les partis, qu'elle respecte scrupuleusement ; mais pas ceux qui parlent de l'émancipation des travailleurs et de la suppression du salariat sur lesquels elle fait un pieux silence.

Cependant, telle qu'elle existe aujourd'hui, la C.G.T.-F.O. est une organisation attachante où la liberté d'expression et la fraternité sont de règle. Enfin, elle constitue un extraordinaire échantillonnage des courants qui traversent le mou-

vement ouvrier français ; en cela, elle est fidèle aux origines du mouvement syndical qui prétendait rassembler « tous les travailleurs sans distinction de races, d'opinions politiques ou religieuses ». Et ces sensibilités, même si, avec l'âge, elles se sont assagies — trop à mon avis —, on les retrouvait dans ce congrès.

On a discuté sur des faits précis qui méritaient un examen sérieux et approfondi, on a voté des motions savamment étudiées en commissions et auxquelles l'assemblée conférerait un dernier coup de patte, on a applaudi aux bons endroits, on a vidé un pot avec des vieux copains qu'on n'avait pas vu depuis quatre ans — j'ai beaucoup sacrifié à ce rituel, mais j'espère qu'on me pardonnera. On a un peu bousculé les concurrents, houspillé le gouvernement et les partis, on s'est promis d'être vigilant. Tous ça était parfait et s'inscrivait dans les rites. Oui, mais au cours de son exposé, André Bergeron a employé une expression qui lui est familière, il a parlé du « grain à moudre » ! Quels grains à moudre, comment le moudre ?

Le marché économique s'élargit à d'autres peuples dont on a pillé les richesses dans le passé et qui grâce à une main-d'œuvre bon marché amène le capital à diminuer les salaires pour maintenir son profit, et les prix pour rester concurrentiel. La période des vaches maigres se profile à l'horizon. Si le syndicalisme ne pose pas le problème économique dans ses structures profondes, s'il se

contente d'essayer d'arrondir la part qu'on lui consent, il rentrera dans la période de décadence qui sera celle de toutes les organisations sociales ou politiques qui ont lié leurs sorts à celui du capitalisme et qui disparaîtront avec lui.

Force ouvrière a de beaux restes, mais ce sont les restes d'une société et d'une manière de vivre qui tend à disparaître. A la C.G.T., on compte sur le grand frère russe pour nous mitonner des lendemains qui chantent ; à la C.F.D.T., on pense qu'en fin de compte Dieu y pourvoiera ; on risque, à Force ouvrière, de considérer que les bons sentiments et les politiciens feront le reste, c'est-à-dire qu'ils nous mitonneront une économie dans laquelle les jours difficiles dépassés, on pourra à nouveau ronronner dans le cadre du système en allant faire nos paquets laïques dans de délicieuses organisations humanitaires. Eh bien, on se trompe ! Le monde est en train de se transformer à une cadence prodigieuse et dans ce monde-là, ce n'est pas seulement le grain qu'il n'y aura plus à moudre, mais l'espoir même de le dire ! Seul le syndicalisme, le vrai, celui qui est révolutionnaire à ses heures et réformiste à chaque instant représente un espoir sérieux. Je voudrais dire à mes amis de Force ouvrière qu'il est temps d'y réfléchir si l'on ne veut pas que notre organisation devienne le cimetière des espoirs avortés !

Maurice Joyeux

LA BARRE DES 2,5 MILLIONS DE CHÔMEURS EST FRANCHIE

LE chômage ayant augmenté au cours du 1^{er} trimestre 1984 de 50 000 demandeurs d'emploi par mois, si bien qu'à la mi-novembre le chiffre de 2,5 millions de chômeurs est annoncé, chiffre qui sera vite dépassé dans les mois à venir.

La montée du chômage, conséquence sociale de la crise, conduit à l'accroissement des inégalités : les plus démunis rejoignent la catégorie des « nouveaux pauvres ». Le nombre croissant des licenciements, et en particulier la progression des fins de contrat à durée déterminée et la diminution des offres d'emploi contribuent à développer le nombre des demandeurs et à allonger la durée du chômage : celle-ci passe de 290 jours en 1983 à 304 jours en 1984, ainsi 27,4% des chômeurs sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an. Les femmes sont plus touchées que les hommes par le chômage : leur taux de chômage est de 12,2% de la population active alors que pour les hommes, il est de 9%. Et bien sûr, les demandeurs d'emploi de moins

de 25 ans représentent un pourcentage élevé de la population. active du même âge : 24,7% des hommes jeunes et 32,6% des jeunes femmes.

Les deux réductions d'indemnisation opérées depuis 1982 — la dernière au 1^{er} avril 84 — alors que le chômage continuait à progresser, ont augmenté le nombre de chômeurs non indemnisés ou peu indemnisés. En 1984, 40,6% des chômeurs ne sont pas indemnisés, alors qu'il y a deux ans, 29,1% ne l'étaient pas ! En outre, 19,2% des demandeurs d'emploi perçoivent moins de 1 300 F par mois, soit parce qu'ils ne reçoivent que l'allocation d'insertion soit parce qu'il ne touchent que l'allocation de fin de droits ou l'allocation de solidarité.

Parmi les demandeurs d'emploi, il faut distinguer trois catégories :

- les demandeurs d'emploi durable à temps plein, disponibles immédiatement (la plus grosse catégorie) ;
- les demandeurs d'emploi à temps partiel : les femmes représentent 85% de cette catégorie (catégorie la plus touchée,

par la non indemnisation) ;

- les demandeurs d'emploi à contrat de courte durée.

La proportion des chômeurs non indemnisés varie d'un mois à l'autre : l'automne connaît le taux le plus important avec l'arrivée des jeunes ne remplissant pas les conditions (délai d'attente de 6 mois avant de toucher l'allocation d'insertion

pour les diplômés, délai de carence de congé payé, absence d'attestation de fin de cycle ou de diplôme, durée de travail inférieure à 3 mois, etc.). En revanche, en avril-mai, le taux d'indemnisation est le plus élevé.

Ainsi de par les indemnités insuffisantes suite aux réductions arrachées par le pa-

tronat — F.O., C.G.C. et la C.F.T.C. ont signé avec le patronat le protocole du nouveau système d'indemnisation — touchant essentiellement les femmes, les bas salaires, les plus de 50 ans, et de par la non adaptation de l'indemnisation aux différentes formes d'emploi, une partie grandissante de la population se retrouve dans une situation de complet dénuement.

A cela, une seule réponse dans l'état actuel du jeu entre salariés et patronat : le mouvement ouvrier doit se ressaisir pour imposer des créations d'emplois en même temps que la réduction du temps de travail avec le partage du travail sans perte de salaire, la réduction des profits et le tassement de la hiérarchie et des hauts salaires. Luttons pour rejeter cette société « duale » dans laquelle le nombre de salariés « garantis » va en diminution alors que croît le nombre des salariés précaires et des chômeurs.

Hélène
Gr. Pierre-Besnard



File d'attente devant un bureau de chômage.

DE REFTER : FESTIVAL 84 DES COMMUNAUTÉS

COMME chaque année depuis 5 ans, se déroule le festival des communautés. Cette année, à la fin septembre, il a eu lieu à De Rafter, au Pays-Bas, dans un ancien pensionnat de jeune filles acheté par un groupe de 80 personnes vivant à l'habitat groupé. Une telle rencontre permet de faire le point sur nos pratiques et sur les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Deux jours avant les rencontres proprement dites, je suis allé à Arnhem dans un « Centralwonen ». Trente-trois adultes et vingt-huit enfants y habitent dans 29 maisons bâties en rectangle, avec au centre des espaces verts. Les habitants sont divisés en six groupes. Chacun a une pièce commune qui est utilisée pour les repas communs, si les gens le désirent ; un atelier de mécanique ainsi qu'une crèche et une cafétéria. Cette expérience est intéressante, car elle permet un meilleur rapport de voisinage et les couples homosexuels ainsi que les mères célibataires sont mieux acceptés.

Après cette visite, nous nous retrouvons à De Rafter, le 25 septembre. Il y a moins de délégations qu'en Ecosse l'an dernier. Sept pays sont pourtant

représentés. Cela va de la Suède, à l'Espagne, en passant par l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Chaque communauté présente son expérience sous forme de diapos et de film vidéo. On peut sommairement les séparer en deux groupes : les habitats groupés et les communautés avec l'économie en commun. Dans les premières, les revenus ne sont pas partagés, mais elles ont des activités communes et la maison est aussi propriété commune. Dans les secondes comme leur nom l'indique, il y a un partage des revenus.

Ces communautés peuvent regrouper, pour certaines, quelques personnes seulement, et d'autres plusieurs centaines, comme celle de Orkz à Groningen en Hollande.

Leurs moyens de subsistance sont relativement variés. Cela va de l'artisanat (poterie, menuiserie, cuir) à l'agriculture, en passant par la musique, la vidéo, l'imprimerie ou l'accueil des enfants ou d'adultes en difficultés. On trouve des communautés aussi bien en ville qu'à la campagne. Une idée reçue est que les communautés sont éphémères. Si pour certaines, c'est le cas, il y en a d'autres qui font preuve déjà d'une belle longévité. Je ne

donnerai que pour exemple la communauté « Communidad » actuellement à Stockolm et qui a été fondée en 1955 en Uruguay ou encore « Les Carboneras » dans les Pyrénées-Orientales qui a déjà 13 ans.

On pouvait noter la présence de représentants des kiboutz. Ces expériences ne sont pas comparables aux communautés d'Europe, à cause tout d'abord du contexte politique d'Israël, et ensuite parce que, malgré le partage des revenus, elles sont trop basées sur le travail et la famille traditionnelle. A l'opposé, des membres de l'Indien commune ont défendu des positions radicales : vivre sans école, renforcer le boycott de la consommation, de la famille. Ils se sont montrés partisans également de la libre sexualité des enfants. Leur discours quelque peu simpliste n'a pas eu trop d'écho dans l'assistance.

En 1985, le festival aura lieu dans le sud de la France, à l'initiative du Collectif réseau alternatif (C.R.A.), cela permettra sans doute de resserrer les liens entre les différentes communautés existantes et peut-être donner des idées à certains.

Paulo, « Las Carboneras »
Pyrénées-Orientales



DERNIÈRE HEURE

LES travailleurs de Bella (usine de poupées, voir M.L. n°543), en lutte pour la sauvegarde de leur emploi, à Perpignan (P.-O.), seront jeudi 29 novembre 84, entre 12 h et 14 h, à Paris (métro : Chaussée-d'Antin), pour vendre leur production de lutte.

Cette vente sera réalisée par l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-C.F.T.C.. Nous appelons les lecteurs parisiens du *Monde libertaire* à la solidarité.

Gr. Puig-Antich
Perpignan

CAMARADE EN PROCÈS

JEUDI 22 novembre, une justice lâche et craintive a rendu son verdict dans le procès du militant inculpé pour vente du *Monde libertaire* dans l'enceinte du métro (voir M.L. n°548 et 549).

Lâche, car la mise en délibéré était donc un refus d'assumer un verdict devant une assistance venue nombreuse soutenir l'inculpé lors du procès.

Craintive, car pour parler à toute éventualité, le tri-

bunal avait été investi par des forces de l'ordre supplémentaires pour l'annonce du verdict.

Ce verdict, quant à lui, reflète bien cet état d'esprit, car reconnu coupable — la vente du M.L. est assimilée à un délit de droit commun —, la « modicité » de l'amende par rapport au texte de loi peut faire penser à une reculade des juges.

Gr. Jacob

NOUVELLE CALÉDONIE L'ABSTENTION : UN CHOIX, UNE POLITIQUE

LES élections territoriales du lundi 18 novembre en Nouvelle Calédonie confirment le durcissement politique déjà indiqué par *Le Monde libertaire*. L'ampleur de la situation conflictuelle semble étonner l'ensemble des médias métropolitains, alors que dans ce même journal, et depuis plus de deux ans, nous n'avons cessé de dénouer les conséquences de la politique néo-colonialiste de la France.

Nous sommes loin de la période où le candidat à la présidence de la République, François Mitterrand, promettait aux Calédoniens une indépendance rapide et pacifique. Nous sommes également loin du temps où l'espoir indépendantiste de ce territoire ne préchait que par le vote massif pour l'union de la gauche.

Aujourd'hui, les rapports ont bien changé ; l'abstentionnisme, si souvent reproché aux anarchistes, devient une arme politique redoutable, voire même la hantise de tout régime pseudo-démocratique lié au capitalisme.

Un pouvoir de gauche ou la fin d'un espoir

Il aura fallu un peu plus de deux ans aux Kanaks pour se rendre compte que seule leur détermination pouvait déboucher sur l'indépendance. Nous avons tous encore en mémoire les grands espoirs qui étaient nés de la reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple kanak, lors de cette fameuse table ronde réunissant gouvernement, indépendantistes et Caldoches, au château de Nainville-lès-Roches dans l'Essonne, pendant l'été 1983.

Nous pouvons une nouvelle fois remarquer qu'en matière de liberté, les négociations se suivent, mais les faits demeurent... immuables. Après les tours de pres-

tigation du gouvernement socialiste, les indépendantistes ont bien dû se rendre à l'évidence : seule la lutte pourra faire aboutir leurs revendications. Et si indépendance il doit y avoir, ce ne sera pas par les urnes !

Les élections territoriales

Nul besoin de préciser que les élections territoriales représentent un enjeu décisif en Calédonie. Bien que l'Assemblée territoriale jouisse d'une autonomie relative vis-à-vis de l'Etat français, elle demeure l'autorité législative dans toutes les affaires secondaires du pays.

Lundi 18 novembre, il n'y avait pas moins de 30 listes électorales et 384 candidats pour les 42 sièges à pourvoir : tout ce beau monde pour 79 271 électeurs seulement.

A la suite de l'appel à l'abstention et des blocages opérés le jour du scrutin par les indépendantistes, le nombre officiel des abstentions a atteint les 49,87%, soit 39 296 électeurs. Cette abstention massive pourrait bien être l'expression d'un peuple se voulant libre et indépendant.

Sur les 39 735 suffrages exprimés, les résultats obtenus par les différentes listes sont les suivants :

- liste du Rassemblement pour la Calédonie dans la République : 27 851 voix (34 élus) ;
- liste du Mouvement de Libération kanak socialiste : 7 757 voix (6 élus) ;
- liste du Front national : 2 379 voix (un élu) ;
- liste de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne : 1 748 voix (un élu).

A partir de ces chiffres, nous constatons que le R.C.P.R. prend une confortable majorité au sein de l'Assemblée territoriale : de 1979 à 1984, son score

officiel est passé de 40,23% à 70,87%. Mais, ce que les chiffres officiels ne mentionnent pas, c'est que le taux d'abstention est passé, lui, de 26,01% en 1979 à 49,87% en 1984 !

Des élections non représentatives

Il est aujourd'hui évident qu'une forte proportion de la population en Nouvelle Calédonie ne reconnaît plus ni la légitimité de l'Assemblée territoriale ni, par conséquent, celle de la France dans cette région du monde. L'Assemblée ne représente plus, et de manière évidente, la population locale. Mais, jusqu'où la France poussera-t-elle le paradoxe ?

Maintenant que les nervis du R.C.P.R. ont une place de choix au sein de l'institution calédonienne, le pire est à attendre. Les épreuves de force vont se multiplier et cela promet encore une longue vie à l'ignominie.

La stratégie du F.L.N.K.S.

Il est vrai que la stratégie du Front de libération national kanak socialiste s'inspire de celle utilisée par le V.A.P. (Vanuaaku Parti) qui était le principal parti des séparatistes des Nouvelles Hébrides, et qui, par une grande campagne de boycott des élections en 1977, avait su s'affirmer face à la France et à l'Angleterre.

Il est également vrai qu'à l'époque le V.A.P. avait constitué un gouvernement provisoire doté de sa propre administration et d'une armée parallèle. Cependant, la situation n'est pas similaire, en Calédonie, à celle qui existait alors en Nouvelles Hébrides, car le V.A.P. était très largement majoritaire et son influence

sur le territoire ne pouvait guère être contesté. En Nouvelle Calédonie aujourd'hui, les choses ne sont pas si nettement tranchées. La population calédonienne est très hétérogène : elle compte 145 368 habitants dont 61 870 Mélanésiens, 53 974 Européens, 12 174 Wallisiens et Futuniens, 5 570 Tahitiens, 5 319 Indonésiens, 1 212 Vanuatuans et 5 240 personnes d'origines diverses.

Certaines campagnes xénophobes des extrémistes kanaks ne leur ont pas attiré les sympathies de la grande proportion d'étrangers qui vivent sur le territoire. De plus, et cela inquiète beaucoup les habitants de l'île, la création d'un Etat kanak, avec sa propre administration et — cela va de soi — une armée toute puissante, enfermerait le pays dans un autre carcan comparable à ceux qui se sont développés depuis 1945, dans les pays qui se sont libérés du joug colonialiste.

Nous sommes hélas, bien loin des luttes d'émancipation populaire, mais la Nouvelle Calédonie subit bel et bien les tumultes de la course au pouvoir.

Pour une véritable indépendance

Si nous soutenons toute lutte visant une véritable autonomie socio-économique d'un peuple, nous ne pouvons soutenir inconditionnellement des groupes élitistes qui ne visent qu'à la prise du pouvoir.

Or, il est clair que la majorité des mouvements indépendantistes en Calédonie n'aspirent qu'à diriger le pays et, de ce fait, à appliquer leur propre ségrégation. C'est pourquoi nous ne cesserons pas de nous prononcer pour l'indépendance de la Calédonie et contre la création d'un Etat kanak !

Roland
Gr. Kropotkine

Contre Le Racisme 5

PARTIS POLITIQUES SYNDICATS ET IMMIGRATION

Il convient de différencier le racisme de l'immigration. Le racisme fait appel à des conceptions culturelles, philosophiques, et c'est également par le jeu de conceptions culturelles et philosophiques qu'on opposera l'antiracisme au racisme. En revanche, l'immigration est un phénomène qui relève du contexte économique. Il est important de souligner cette différence car des mouvements ou des organisations, qui originellement se situaient sur le terrain de l'antiracisme, peuvent très bien, dans une situation économique donnée, proposer des solutions qui alimentent le racisme et aident les partis traditionnellement racistes à développer leurs analyses.

Economie et immigration

Aujourd'hui, lorsqu'on parle d'immigration, on parle de flux de main-d'œuvre étrangère à une nation, à un Etat. Le phénomène de migration de main-d'œuvre n'est pas nouveau en soi dans l'histoire du capitalisme. Pendant les premiers temps de la période industrielle, déjà, la bourgeoisie utilisait la main-d'œuvre paysanne dans les manufactures des villes ou pour la construction des voies de chemin de fer. La mobilité de la main-d'œuvre et son utilisation ont toujours été des phénomènes importants suscités par la bourgeoisie. D'une part, parce que cela permet son exploitation en lieu et temps voulus, d'autre part parce que c'est une forme de pression qui permet de mettre en concurrence directe plusieurs catégories de travailleurs pour un même type d'emploi et ainsi casser toute velléité de lutte. Après les migrations internes à la France, le capitalisme français a su exploiter les migrations européennes pour son plus grand profit : Polonais, Russes, Italiens, Espagnols, Portugais. Après 1945, le grand problème de la France est de se relever de ses ruines, la main-d'œuvre métropolitaine n'étant pas suffisante, l'Etat a prélevé autant de travailleurs qu'il le pouvait dans les colonies. Lorsque les colonies se sont transformées en pays indépendants, ce sont les mêmes ressortissants qui sont venus en France créer un peu plus de richesse, toujours plus de richesses, mais cette fois-ci avec un statut différent.

Tant qu'il y avait du travail pour reconstruire le pays, tant que cette main-d'œuvre apportait sa force de travail pour consolider l'économie capitaliste et que celle-ci en avait besoin, tout se passa relativement bien. Maintenant, les données du problème ne sont plus exactement les mêmes : le système capitaliste des années 80 est en crise et cherche à se restructurer et à moderniser ses installations de production. Devant cette nouvelle situation à laquelle on ne trouve pas de solution, on a trouvé un bouc émissaire : le travailleur immigré. Assez curieusement, on s'est aperçu qu'en plus d'une immigration légale il existait une immigration clandestine. La bourgeoisie s'était jusqu'à présent fort bien accommodée de cette double origine de migration, la main-d'œuvre était nombreuse, docile et n'exigeait pas de salaires élevés. Ne perdons pas de vue que la population française y a trouvé son compte car elle pouvait s'orienter vers d'autres métiers plus nobles ou moins salissants car le travailleur immigré prenait toujours le travail fatiguant, sale. Depuis une dizaine d'années nous assistons à une surenchère de la part des divers partis politiques, des divers syndicats sur ce problème que semble poser l'immigration. Derrière l'apparence des discours, est-il si simple de dire, les partis de droite sont racistes et opposés à l'immigration et les partis de gauche favorables aux travailleurs immigrés ? La réponse est non. Si effectivement le discours politique de la droite est orienté contre l'immigration et contre les immigrés en général, il ne faut pas oublier que la bourgeoisie a tout de même besoin de ces travailleurs dans certaines branches de l'économie. En fait ce qui est recherché n'est pas tant l'expulsion des immigrés ou le refoulement aux frontières de ceux qui tentent d'entrer en France que de pouvoir contrôler l'immigration dans les limites qui intéressent la bourgeoisie, remarquons en passant que ce dérèglement des flux migratoires est avant tout l'œuvre du capitalisme qui avait mis en place tout un réseau de recrutement de travailleurs qui rabattait ceux-ci vers la France. Ce que veut la bourgeoisie c'est la possibilité d'embaucher un travailleur immigré là où elle le veut et quand elle le veut. Quand le R.P.R. ou l'U.D.F. demande une régularisation et prononcent des discours contre les travailleurs immigrés, ils ne parlent pas des travailleurs mais des immigrés. Ce discours n'a de va-

leur qu'électorale. Aujourd'hui, Chirac prononce des discours venant directement du fond des officines du Front national afin de récupérer l'effet Le Pen et donc récupérer les voix qui lui manquent pour conquérir le pouvoir d'Etat. En fait ce qui se passe pour les travailleurs immigrés se passerait de la même façon pour les travailleurs français, il fallait trouver le bouc émissaire coupable de tous les maux, de la crise ; maux et crise dont les seuls responsables sont les capitalistes. D'autre part que penser de l'amalgame que fait Chirac lorsqu'il parle d'avortement et des population du Sud, euphémisme pour désigner les immigrés ? Nous avons encore à faire à la même surenchère que lorsqu'il amalgame insécurité et immigrés. Notons en passant qu'il n'est pas le seul à pratiquer ce genre d'amalgame, le P.S., au pouvoir, lui emboîte le pas.

La gauche et l'immigration

Ce qui est très intéressant depuis 1981, c'est la position tenue par les partis traditionnellement de gauche et celles des syndicats. Effectivement, avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, le P.S., le P.C. et les syndicats tenaient un discours favorable aux immigrés. Qu'y avait-il derrière ces discours ? La pratique des divers gouvernements de gauche nous montre que tout ceci n'était que des mots, afin de se donner une image de marque humaniste et antiraciste, mais c'est tout. Dans la réalité, l'immigration n'a jamais été un enjeu, mais seulement un prétexte, un moyen de faire passer un message pour exploiter une situation politique. Au niveau syndical, c'est l'utilisation d'une situation de fait comme dans l'automobile ou le métro pour asseoir son contrôle et tenir le devant de la scène médiatique. Dans l'automobile, une grande majorité de travailleurs sont des immigrés, il faudra faire avec. Les syndicats comme la C.G.T. notamment utiliseront cette base ouvrière, mettront en avant des travailleurs comme Akka Ghazi, les manipuleront pour gagner une victoire politique afin de montrer qu'ils sont encore capables de lutter et de vaincre le patronat. Une question intéressante est la suivante : comment peut-on lutter sur le terrain de l'automobile soit-disant pour la conservation des emplois et par derrière exiger la modernisation des entreprises ? Nous savons tous que la modernisation des entreprises passe par le licenciement des travailleurs. Comment peut-on défendre les intérêts des travailleurs quand on réclame en permanence de « produire français, consommer français » ? Tenir de tels propos, c'est se ranger dans le camp des nationalistes. Il y a contradiction entre soutenir le patronat français et la lutte des travailleurs immigrés.

Quant à la position de la C.F.D.T. et du P.S., elle est symptomatique d'une analyse capitaliste de la situation économique et du désir de maintenir les structures économiques comme elles sont. Quand la droite était au pouvoir et proposait les mesures que l'on sait : réguler l'immigration, expulser des immigrés, favoriser le retour par des aides financières, vulgariser les contrôles au faciès par la police, aussitôt la gauche se soulevait et s'indignait ; or ce sont ceux-là même qui hier s'indignaient qui proposent les mêmes solutions et les mêmes mesures. La droite était hier raciste mais la gauche s'effarouche, par la voix de Georgina Dufoix, lorsqu'on ose lui parler d'expulsion déguisée devant l'aide au retour ; il se pourrait bien que ces mesures soient taxées de racistes en deçà d'une somme allouée. La droite ne s'élèvera certes pas contre ces mesures qu'elle a toujours demandées. Les propositions de regroupements familiaux sont de la même eau, par le refus de laisser venir les familles c'est le retour au pays qui est visé. Que penser de la C.F.D.T. qui trouve que ces mesures sont appropriées à la situation et que c'est un progrès pour les immigrés qui sont sur le chemin de l'intégration ? Encore une fois, c'est une organisation qui montre son vrai visage, d'un côté elle défend les travailleurs qui nettoient le métro afin de s'implanter à la R.A.T.P., d'un autre côté, les réels problèmes des travailleurs immigrés ne l'intéressent pas. Quant à l'aide que la C.F.D.T. procurait aux travailleurs entrés clandestinement pour régulariser leur situation avant 1983, elle n'était pas gratuite ; effectivement, cette aide était allouée contre la prise d'une carte syndicale.

Pour se convaincre que la gauche a pris des mesures qui permettent au système capitaliste de perdurer, il suffit de lire le communiqué du Conseil des ministres du 31 août 1983, qui laisse en place les structures permettant aux travailleurs immigrés des secteurs non touchés par la crise de continuer à travailler avec conseil aux préfectures de tout faire pour cela. Il est intéressant de lire les propositions faites pour les travailleurs saisonniers qui ne peuvent pas travailler plus de six mois. Que font-ils le reste du temps ? La seule mesure un tant soit peu sévère à l'encontre des patrons est orientée vers ceux qui emploieraient des clandestins ou des travailleurs en situation irrégulière. Le P.S. approuve !

Partis politiques et immigration

Remarquons que s'il est vrai que Le Pen fait une campagne outrageusement raciste et qu'il faut faire très attention et lutter contre lui, s'il faut effectivement dénoncer cette campagne, il ne faut surtout pas perdre de vue que toutes les mesures prises contre les travailleurs immigrés sont l'œuvre de tous les partis qui cherchent à conserver la société française telle qu'elle est car ils y trouvent leur compte, ces partis sont aussi bien les partis de droite que les partis de gauche, aidés en cela par les syndicats. N'oublions pas qu'à l'heure actuelle, les ennemis des travailleurs immigrés sont ceux qui mettent en application ces anciennes mesures que la droite a élaboré.

Remarquons aussi le cynisme de Joxe qui, dernièrement, osait déclarer qu'il fallait donner le droit de vote aux immigrés, proposition qu'avait fait Mitterrand avant son élection, promesse qu'il n'a pas tenu comme beaucoup d'autres d'ailleurs. C'est encore pure démagogie de sa part lorsqu'on sait que la Constitution interdit le droit de vote aux immigrés. Comment pourrait-il le leur donner ?

Patrice Schiller
Gr. Louise-Michel

P AR
vidu
libre
qui vise à
cisme et c
abattre. L
d'un oppo
sophie et d
Les anal
ne suis hu
berté et l'
qu'en resp
pre. »

Humani
tous ces asp
logie et les
ce ou les
domination
que antiso
ge et à s'op
lectif. Com
en analysa
sur des bou
lyser les cau

Dans ce
poids : l'en
ques forgées
tie intégram
mes, du dés
sonne pour
de l'entraïd
tance, elle j

Facteur d
appliquée a
les composa
tialités, d'un
préférer à d
« faibles »,
on a, comme
Comment
famé aux d
talisme, le fé
turel, souve
les sociétés o
qu'ils devron

Application
nalisme est
la reconnaiss
nauté d'intér
tifs.

Qu'y-a-t-il
entre un mi
du Bengale
« camarade
cupent-ils pa
mier ministr
intérêts que
et Le Pen, pou
de la sueur d
ce ? Laissons
nomie, aux «
Par dessus l
cer pleinement
ciper, si l'on
qu'aborent le
té, Egalité, F
vent président

POUR L'ANARCHISME CONTRE LE RACISME

PARTISANS de l'égalité sociale et économique de tous les individus, nous avons toujours préconisé l'avènement d'une société libre, sans Etat et sans classe. Nous avons combattu tout ce qui vise à aliéner et à diviser les hommes. Comme celles du mysticisme et du patriotisme, la cible raciste fut, pour nous, toujours à abattre. L'histoire a montré que notre engagement ne découlait pas d'un opportunisme politique mais plus simplement de notre philosophie et de nos principes.

Les anarchistes ont fait leur maxime du philosophe : « (...) je ne suis humain et libre moi-même qu'autant que je reconnais la liberté et l'humanité de tous les hommes qui m'entourent. Ce n'est qu'en respectant leur caractère humain que je respecte le mien propre. »

Humanistes et révolutionnaires, nous combattons le racisme sous tous ces aspects. Comme théorie d'abord, qui tend à alimenter l'idéologie et les valeurs d'un système inégalitaire qui cherche dans la science ou les Textes saints des justifications morales et théoriques à la domination-exploitation de l'homme par l'homme. Comme pratique antisociétaire, qui tend à nier la complémentarité et l'échange et à s'opposer, par la même, à l'enrichissement individuel et collectif. Comme facteur de division entre les dominés-exploités qui, en canalisant leur frustration du bonheur et leur dégoût du vécu sur des boucs émissaires désignés par leurs maîtres, renoncent à analyser les causes réelles de leur misère.

Entraide et internationalisme

Dans ce combat de longue haleine, nous apportons deux armes de poids : l'entraide et l'internationalisme. Deux concepts, deux pratiques forgées à l'histoire du mouvement ouvrier dont le nôtre est partie intégrante. De la reconnaissance de la complémentarité des hommes, du désir de pratiquer l'égalité, de la nécessité de ne laisser personne pour compte dans l'œuvre émancipatrice est née la pratique de l'entraide. Plus qu'une position d'esprit ou une méthode d'assistance, elle jette les bases du partage à venir du travail et de ses fruits.

Facteur d'évolution des sociétés, l'entraide a pour caractéristiques, appliquée au social et à l'économie, de prendre en compte toutes les composantes de la société, de faire s'épanouir toutes les potentialités, d'unir le corps social par le respect et l'échange. Comment préférer à cela une sélection soit-disant naturelle entre « forts » et « faibles », « intelligents » et « simples », « élus » et « maudits », quand on a, comme nous, ni pouvoirs ni privilèges à défendre ?

Comment croire encore qu'un monde déchiré par les guerres, affamé aux deux tiers est gouverné par la logique ? L'Etat, le capitalisme, le fouet et la chambre à gaz sont-ils les fruits de l'ordre naturel, souverain et impénétrable ? Assurément non, les hommes ont les sociétés qu'ils méritent, et la pratique de l'entraide est un jalon qu'ils devront poser pour se guider vers une société plus juste.

Application de l'entraide à la lutte révolutionnaire, l'internationalisme est directement lié au contexte des conflits de classes et à la reconnaissance par les travailleurs du monde entier, d'une communauté d'intérêts face à celle de leurs dirigeants et exploités respectifs.

Qu'y-a-t-il en effet, sous l'angle des rapports sociaux, de commun entre un mineur anglais et Margaret Thatcher, entre un paysan du Bengale et son Maharajah, entre un sidérurgiste polonais et le « camarade » Jaruzelski ? Le mineur, le paysan, le sidérurgiste n'occupent-ils pas une même situation face à celle, privilégiée, du Premier ministre, du prince et du général ? Aurions-nous les mêmes intérêts que MM. Empain, Dassault, Doumeng, Mitterrand, Chirac et Le Pen, pour la seule et unique raison qu'ils vivent avec nous — mais de la sueur des autres — sur une portion de la planète appelée France ? Laissons ce type de raisonnement aux Jeanne d'Arc de l'économie, aux « Produisons français » et aux « Français d'abord ».

Par dessus les frontières artificielles tracées par les Etats, doit s'exercer pleinement l'assistance mutuelle entre ceux qui veulent s'émanciper, si l'on veut pouvoir un jour mettre en application les concepts qu'aborent les frontons des prisons et des commissariats : « Liberté, Egalité, Fraternité ». La conscience et la solidarité de classe doivent présider à notre combat antiraciste, au même titre que nos op-

tions philosophiques et humanitaires. Entraide et internationalisme se complètent dans le sens d'une démarche humaniste et révolutionnaire.

Agir

Mais c'est sur le terrain qu'il nous faut donner consistance aux idées. Il nous faut intervenir à chaque manifestation de racisme et combattre les préjugés dans tous les actes de la vie sociale, parfois même, s'il le faut, chez les immigrés eux-mêmes.

Commencer à rabattre le caquet à tous ceux sur la bouche de qui fleurissent les étincelles du prochain incendie. Faire rentrer l'immonde bestiole dans sa coquille, et, regagner la rue, le quartier, l'entreprise et développer partout la solidarité face aux réels responsables de la misère : les politiciens et les patrons.

Notre tâche, outre que propagandiste, est de faciliter tout ce qui vise à l'insertion des populations fraîchement arrivées à celles établies, tout ce qui vise à l'échange et au mélange, mais aussi de combattre les mesures qui, sous prétexte de respect des différences visent à instaurer les principes de ghetto.

Le courant qui traverse notre société en crise est, de toute évidence aujourd'hui, réactionnaire. La plus criminelle des démagogues est offerte à la foule qui grogne : le nationalisme. Notre combat antiraciste est aussi celui de l'antifascisme. L'oublier serait sous-estimer l'ampleur de la menace.

Pour l'égalité, vers la liberté

Cette civilisation autoritaire et inégalitaire que nous voulons voir disparaître a fait de la ségrégation et de la guerre deux de ses fondements. Conflits militaires, guerres de religions, lutte de classes, haine raciale, guerre des sexes et des générations sont le produit d'un monde cruellement divisé.

Elevées et entretenues par nos maîtres, les murailles des préjugés religieux et moraux, celles des contraintes politiques, économiques et sociales ont su enserrer l'individu et canaliser même ses aspirations, jusqu'à le rendre rouage actif de son propre esclavage. Frustré de ses potentialités créatrices et de l'épanouissement qu'aurait permis un rapport d'union et d'échange avec le monde, il investit son désir persistant du bonheur et ses espoirs déçus dans un idéalisme trompeur, dans des idoles ou des monstres : la Secte, le Parti, la Nation ou la Race. L'âge d'or est alors au bout du fusil, à Auschwitz ou au paradis.

Aussi, le travail des anarchistes consiste à briser encore et toujours la lanterne aux mirages, à combattre ceux qui la manipule, à convaincre de résister ceux qui s'y aveuglent pour se perdre. Mais dénoncer, lever le voile ne suffit pas. Un des buts fondamentaux de l'anarchisme est de réconcilier l'individu avec la société des hommes, et l'homme au monde.

Pour y parvenir, nous devons abattre les cloisonnements, c'est à dire supprimer la domination, l'exploitation, l'aliénation de l'homme par l'homme et ôter leur caractère autoritaire et ségrégatif aux « conflits » qui agiteront toujours les sociétés. L'instauration d'une égalité réelle, économique et sociale rendra à chaque individu son rôle d'acteur émancipé, autonome et solidaire, et donnera enfin un sens au mot « Liberté ». Michel Bakounine ne s'y était pas trompé : « (...) Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. »

Luciano Loiacono
Gr. Fresnes-Antony



Contre Le Racisme 5

MINEURS BRITANNIQUES NEUVIÈME MOIS DE GRÈVE

LES mineurs britanniques viennent d'entrer dans leur neuvième mois de grève. Un mouvement illégal aux yeux de la loi de Thatcher, mais qui compte encore plus de 130 000 grévistes, mais la répression est féroce, sournoise (voir M.L. précédents), il y a déjà eu trois morts, plusieurs centaines de blessés, plusieurs milliers d'emprisonnés et condamnés. On se croirait revenu au XIX^e siècle.

Le mouvement se trouve actuellement à un tournant, à l'entrée de l'hiver, les menaces, le chantage du patronat et des services publics s'accroissent, on fait miroiter des primes de reprises — allant jusqu'à 1 000 livres (11 000 FF) dans certains coins —, des primes de Noël pour les uns, ou 3 ans de prison pour d'autres.

Brigitte et Jonas sont allés les voir, parce qu'ils connaissent des militants du National Union Miners (N.U.M., syndicat des mineurs), mais également pour avoir des informations plus complètes et amener de l'argent collecté en solidarité dans la région rouennaise. C'est l'interview de Brigitte que nous vous proposons.

— « Le Monde libertaire » : Comment peut s'organiser la vie pour des gens qui en sont à leur neuvième mois de grève et qui ne touchent donc plus de fric ?

— Brigitte : Evidemment le manque de fric est un des plus gros problèmes. Il y a déjà le N.U.M. qui répartit une allocation à chaque gréviste, mais il y a une chose particulière, c'est que la répartition n'est pas égalitaire : les grévistes qui participent aux piquets de grève touchent un peu plus et ceux qui font les piquets volants — c'est-à-dire qui font des piquets ailleurs qu'à la mine où ils travaillent — touchent encore un peu plus. De toute façon, cette allocation ne représente qu'une part assez infime de leur revenu.

Il y a les collectes : dans le village où nous étions, Keresley, à 3 kms de Coventry, il y a des collectes qui se font collectivement et auxquelles participe toute la famille des grévistes (femmes, enfants et grévistes eux-mêmes). De plus, sur la place centrale, un petit local, mis à la disposition par la mairie, permet aux gens de l'extérieur de venir leur amener de l'argent, des vêtements, avoir des informations — par exemple, sur les vitres, sont affichées les nouvelles des grèves dans les autres régions. Ce local est la seule chose qu'a fait la mairie travailliste pour les grévistes, car elle refuse de prêter de l'argent ou de cautionner certains mineurs qui ne peuvent plus payer leurs traites.

Il y a enfin l'organisation de « petits boulots » : les hommes vont faire des ramassages — pommes de terre, petits pois, etc. —, les femmes font des heures dans des magasins, des discothèques, etc.

Il y a d'ailleurs eu un problème : les grévistes étaient payés moins cher au ramassage que les saisonniers, les patrons en profitaient, il a fallu menacer de détruire les cultures pour obtenir gain de cause.

L'argent des collectes et des « petits boulots » est ensuite versé au comité de grève qui le redistribue de façon égalitaire aux familles des grévistes. Ceci dit, ça ne couvre pas tous les besoins, il n'y a, par rapport à



La « Dame de fer » veut casser la grève par tous les moyens.

l'alimentation, qu'un seul repas d'assuré. Des enfants commencent à avoir des problèmes de nutrition. La situation est donc très difficile et l'aide alimentaire qui arrive de la part de commerçants ou de syndicats (C.G.T. par exemple) est malheureusement minime.

— Le M.L. : Tu me disais auparavant que l'organisation des femmes y était importante ?

— Brigitte : Oui, dans le village où nous étions, on a pu voir les femmes organisées de façon particulière : la bouffe est organisée collectivement dans un baraquement, une cantine populaire ; 6 à 8 femmes y travaillent 5 jours par semaine et assurent un repas par jour ; les autres jours, il y a distribution d'aliments dans les familles.

Les femmes se retrouvent donc tous les jours, ce qui est important ; au niveau du village, elles ont une réunion par semaine pour planifier les repas, les vêtements, mais aussi pour préparer une fête de Noël ou une pièce de théâtre.

D'accord, c'est toujours les femmes qui font la cuisine — il n'y a qu'un seul homme qui s'occupe des tâches ménagères pour le village —, mais la socialisation des tâches est intéressante, il y a des acquis qui resteront après la grève.

La femme, chez qui nous étions, nous disait qu'avant, elle n'ouvrait jamais un journal, ne s'occupait que de sa maison. Maintenant, elle s'informe et lorsqu'elle évoque les problèmes des ouvriers, au niveau international, on sent une prise de conscience qui restera, même si la grève est perdue. On ne fait pas 9 mois de grève sans acquérir quelque chose.

— Le M.L. : Comment sont prises les autres décisions par rapport à la grève ?

— Brigitte : Si je parle plus des femmes, c'est que j'étais plus avec elles, mais mon ami est allé dans les A.G., tenues par les comités de grève, et où les décisions prises sont discutées collectivement et prises à la majorité.

— Le M.L. : Qui fait partie du comité de grève ?

— Brigitte : Les grévistes bien sûr, il y a un bureau élu et tous les grévistes participent ensuite aux A.G. De plus tous les mineurs étant au N.U.M., il n'y a pas de problème de main mise d'un syndicat ou d'un autre sur le comité, même si les syndiqués ne sont pas obligatoirement dans la ligne du N.U.M.

Point important, les femmes ont également le droit de vote aux A.G., ce qui n'est pas venu tout seul, il leur a fallu lutter pour ça.

— Le M.L. : Ce mouvement a développé une prise de conscience sociale et politique chez les mineurs et leur entourage...

— Brigitte : Oui, on en a un peu parlé tout à l'heure, au niveau des femmes. Les grévistes sont confrontés à une répression violente et sournoise, ils sont entraînés devant les tribunaux pour un oui ou pour un non. Cette répression leur fait prendre conscience de ce qu'est l'Etat britannique. Au niveau de l'Irlande, par exemple, qui est un sujet tabou, ils en parlent et considèrent l'Irlande comme l'Algérie anglaise.

— Le M.L. : Comment se situent-ils par rapport aux travaillistes ?

— Brigitte : Ils ne se font aucune illusion... Ils sont contre Thatcher parce que c'est elle qui ferme les puits en ce moment, mais les travaillistes en avaient déjà fermé auparavant, encore plus que Thatcher. Ils ne se font aucune illusion démocratique et savent que l'enjeu politique et économique ne passe pas par les partis politiques.

— Le M.L. : Existe-t-il une solidarité, par rapport aux mineurs, dans l'ensemble de l'Angleterre ?

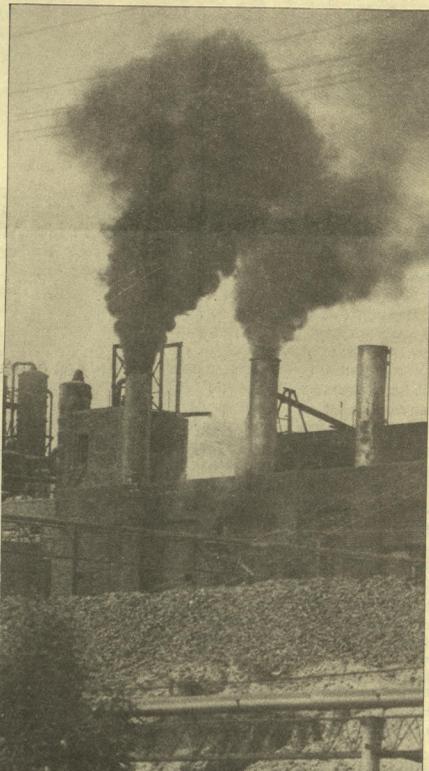
— Brigitte : Là où nous étions, c'est difficile à évaluer, mais de toute façon ça ne fait que commencer à exister.

Maintenant à Londres, dans le mouvement alternatif, 10 à 20% des revenus des militants sont versés aux mineurs, mais il a fallu attendre le 7^e mois de grève ! En revanche, les mineurs ne sont pas du tout sectaires par rapport à tous les mouvements d'extrême gauche qui les soutiennent, diffusant même leur presse.

— Le M.L. : Parmi les mineurs, il n'y a pas que des grévistes ; il y a aussi des « jaunes », comment cela se passe-t-il ?

— Brigitte : Dans le village où nous étions, il y avait une vingtaine de « jaunes » sur deux ou trois mille habitants ; le puits qui se trouvait juste en face de la maison où nous logions, tournait, il n'y avait pas de charbon extrait, mais il y avait une maintenance. La cokerie juste à côté, elle, était paralysée. Dans d'autres régions, comme le Yorkshire, il y a 99% de grévistes.

La situation des grévistes par rapport aux « jaunes » est irrémédiable : la mère de Jilly, qui nous hébergeait, disait que dans son village, il y a des gens qui ne se parlent pas et ce, depuis la grève de 1926 ! Ici, ce sera pareil.



Les femmes attendent sur le trottoir la sortie des « jaunes » et les injurient. On a vu à 15 heures, au changement de poste, les « jaunes » sortir protégés par les flics, remonter la route à pieds... Et tout le monde, le long du chemin, les engueuler, faisant aboyer les chiens... C'est le spectacle de 15 heures.

Les femmes et les enfants des « jaunes » sont également très mal vus, il faut dire que, depuis la grève, ils se font des paies très fortes. Ça prend des proportions importantes, et la situation sera dure pour eux, une fois le conflit terminé.

Pratiquement toutes les poursuites pénales qui ont lieu, font suite aux actions contre les « jaunes ». Les flics et les « jaunes » sont main dans la main : tu vois les flics qui font les cents pas devant les maisons des « jaunes », protégeant voitures, carreaux, etc.

L'un des membres du comité de grève s'est fait attaquer par une quinzaine de « jaunes », mais les flics qui se trouvaient à une dizaine de mètres ne sont pas intervenus, en revanche, c'est un copain, venu le défendre, qui passe en procès... Je suis allée au procès d'une femme qui a envoyé des cailloux dans les carreaux d'un « jaune », elle a été tabassée par les flics et a perdu quatre dents, mais elle a été condamnée à une amende équivalente à 1 800 FF, en plus les juges avaient ressorti une affaire vieille de 10 ans.

— Le M.L. : Les affrontements violents dont la presse parle ne sont quand même pas que des affrontements contre les « jaunes » ?

— Brigitte : Lorsque nous y sommes allés, c'était une semaine relativement calme ; mais la semaine suivante, il y a eu des interventions dans le Yorkshire qui ont donné lieu à des actions violentes (envois de cocktail molotov, etc). Dans les régions ayant un fort taux de grévistes, les affrontements sont fréquents.

Ils ont toujours lieu autour des tas de charbon, lorsque les camionneurs ou les « jaunes » viennent vider les stocks protégés par la police ou lorsque les « jaunes » viennent prendre leur boulot.

— Le M.L. : Et pour conclure ?

— Brigitte : Les stocks commencent sérieusement à baisser, à l'approche de l'hiver, le problème va s'aggraver, surtout quand on sait que 60% de l'électricité est produite grâce au charbon.

Au niveau de la violence, quotidiennement, les grévistes se rendent compte que la situation est bloquée ; à mon avis, il y aura une issue violente et je pense que ça va se terminer rapidement.

Propos recueillis par J.-P. Levaray
Gr. de Rouen

APPEL A LA SOLIDARITÉ DU N.U.M.

Le National Union Miner (N.U.M.) se heurte actuellement à une déloyauté ambiante : celle du T.U.C. (Trade Union Congress), celle des leaders du Parti travailliste, celle des briseurs de grève au sein même de l'industrie minière, mais également dans les industries connexes. Dans la mesure où les alliances passées sont moribondes, de nouvelles sont recherchées.

Les groupes de soutien ont constitué depuis le premier jour le pilier du mouvement de lutte. Il est nécessaire aujourd'hui qu'ils se mobilisent, et qu'ils se présentent comme un pôle de regroupement, afin de former le soutien physique pour l'ultime combat.

Les traîtres

L'histoire se répète à nouveau ; comme en 1926, le T.U.C. a fait machine arrière dans son soutien aux mineurs. Ce soutien aurait pu sauver le mouvement syndical d'une défaite totale. Il est manifeste que les leaders du T.U.C. et ceux du Parti travailliste sont de connivence afin d'établir un compromis avec les représentants de l'Etat. Les délégués du syndicat des mines (N.A.C.O.B.S.) ont quant à eux gagné au détriment des mineurs, et ils les ont laissés choir.

Bien qu'il y ait eu une majorité de délégués prêts à soutenir la grève, le T.U.C. a réussi à juguler toute tentative pour étendre le mouvement au-delà de certaines limites. Le N.U.M. a par ailleurs dénoncé le T.U.C. comme un cancer contre-révolutionnaire.

Les leaders du N.A.C.O.B.S. optèrent pour leur retrait dans la lutte des mineurs, en imaginant que le N.U.M. serait par là-même isolé et qu'il devrait capituler. Mais le T.U.C. et le N.A.C.O.B.S. échouèrent dans leur stratégie : bien qu'ils accablèrent conjointement le N.U.M. à l'isolement, la volonté de ne pas capituler devant de telles trahisons fut la plus forte.

Aujourd'hui, les travailleurs des chemins de fer, du syndicat maritime et des dockers continuent encore la lutte avec le mouvement des mineurs ; des travailleurs de « T. et G. » ont refusé dans certaines centrales électriques de recevoir de nouveaux stocks. Leur analyse réaliste de la situation montre que les centrales électriques ne pourront traiter ces stocks que durant la période hivernale, à moins que la situation ne change radicalement.

Les échéances

Six cents cinquante mille tonnes de houille sont nécessaires chaque semaine au CEBG pour garder en fonction les principales stations houillères et les quelques autres stations auxiliaires. Les puits actuellement en fonctionnement peuvent seulement produire 500 000 tonnes par semaines, et les stocks ordinaires disposés dans les centrales nucléaires s'élevaient à 16 millions de tonnes.

A la vue de ces chiffres, il apparaît que les principales centrales électriques ne pourront fonctionner que jusqu'à la fin du mois de mars, si aucune importation supplémentaire n'a lieu. La stratégie du gouvernement consiste à tout miser sur les centrales nucléaires et les stations à mazout. Un tel parti pris peut lui être fatal et peut servir le N.U.M.

Afin de faire pencher la balance en faveur du N.U.M., les objectifs suivants doivent être atteints : certaines stations devront réduire leur production, l'importation ne devra pas parvenir à destination, les nouvelles importations de ma-

zout devront être également entravées. L'ensemble des ouvriers des différentes stations (qu'elles soient minières ou nucléaires) qui sont disposés à agir d'une façon ou d'une autre, doivent être encouragés à mener des actions sélectives, officieuses et perturbatrices. Néanmoins, il est urgent de frapper les points névralgiques que constituent les centrales géantes, aujourd'hui alimentées par les briseurs de grève.

Une série d'estimations a démontré qu'au cours des périodes de pointe des mois hivernaux, et en dépit de l'accent mis sur les centrales nucléaires celles-ci ont une capacité insuffisante pour satisfaire la demande du réseau électrique national. Un effort complémentaire d'environ 20% est nécessaire aux centrales nucléaires auxiliaires, situées hors des Midlands, et ce sont précisément ces centrales que les ouvriers de « T. et G. » ont déjà décidé de boycotter par l'abandon des livraisons.

La question primordiale intéresse les réserves ordinaires qui sont stockées à l'intérieur de ces centrales électriques. Celles-ci seront-elles suffisantes pour assurer la production ? La réponse à cette question est en fait négative, et c'est la raison pour laquelle les centrales nucléaires verront leur fonction opérationnelle réduite.

Rassemblement et soutien

La grève des mineurs a débuté par un combat contre les briseurs de grève et se terminera sans doute sur le même mode. Ces briseurs de grève ont choisi leur rang et gagnent qu'ils sauront assumer les conséquences découlant de leurs actions durant les années à venir. Mais actuellement, ces briseurs de grève sont les principaux obstacles à la victoire des mineurs. Leur trahison



s'avère être la plus puissante arme du pouvoir.

Le N.U.M. par l'intermédiaire du journal *Miner* a lancé un appel au rassemblement et au soutien physique afin de mettre un terme immédiat à ce conflit : « Notre cause est juste (...) ; nous ferons tout afin de défendre notre syndicat et notre communauté. Nous demandons à tous ceux qui en ont la possibilité de rejoindre dès aujourd'hui nos rangs. »

Les nombreux piquets de grève ont été détruits par les forces policières qui ont imposé un état de siège dans les zones houillères ; que tous ceux qui soutiennent la grève des mineurs ne se résignent pas à la défaite, que veulent nous imposer les forces réactionnaires, ils doivent s'organiser afin que la houille en provenance des Midlands ne puisse pas être utilisable. On ne peut compter davantage sur le soutien du T.U.C., le N.U.M. a pour sa part insisté sur le fait que l'ensemble du mouvement ouvrier doit se mobiliser dès maintenant, dans l'optique d'apporter son soutien physique au mouvement des mineurs anglais.

Le gouvernement a indiqué qu'il se préparait à faire face à la grève industrielle, même si elle devait durer encore de nombreux mois. Cependant, il est douteux qu'il puisse se préparer également à supporter davantage l'effondrement de l'économie dans sa totalité.

Les groupes de soutien, ainsi que le mouvement ouvrier ont la possibilité de former une vaste « armée » susceptible de marcher sur les briseurs de grève des houillères, de bloquer les puits et les centrales nucléaires, et de réclamer les puits restés entre les mains des briseurs de grève. Si notre stratégie échoue, si les centrales nucléaires continuent à produire normalement, si les stations à mazout ne sont pas sabotées, si le gouvernement a recouru au travail des briseurs de grève ou utilise les troupes militaires afin de faire parvenir les réserves de charbon aux centrales nucléaires déficitaires en stock ou fasse tourner le réseau électrique national au ralenti... Alors les mines du Midlands devront être investies et conservées.

Extrait de *Black Flag*

ÉPISODE D'UNE LUTTE

DES grévistes en provenance de Kellingley Colliery arrivèrent à Denby Grange à 6 heures du matin, le jeudi 25 octobre. De nombreuses forces de police s'agglutinèrent vers les piquets. Une rumeur courrait comme quoi quatre hommes étaient sur le point de reprendre le travail.

Au cri traditionnel de « Nous voilà, nous voilà ! », les grévistes commencèrent à pousser en direction des forces de police. Celles-ci, qui visiblement étaient sous forte tension, commencèrent à se dégager furtivement. Puis elles formèrent des rangs, arrachant les bâtons, et chargèrent les mineurs.

Les grévistes furent obligés de se replier, exception faite d'un homme qui réussit à faire tomber un policier de son cheval. La police resserra alors ses rangs ; l'avant-garde était composée par la police montée. L'un des mineurs lança alors un feu d'artifice en l'air : l'explosion amena les chevaux de la police à retourner dans les rangs. La cavalerie se posta bientôt en arrière.

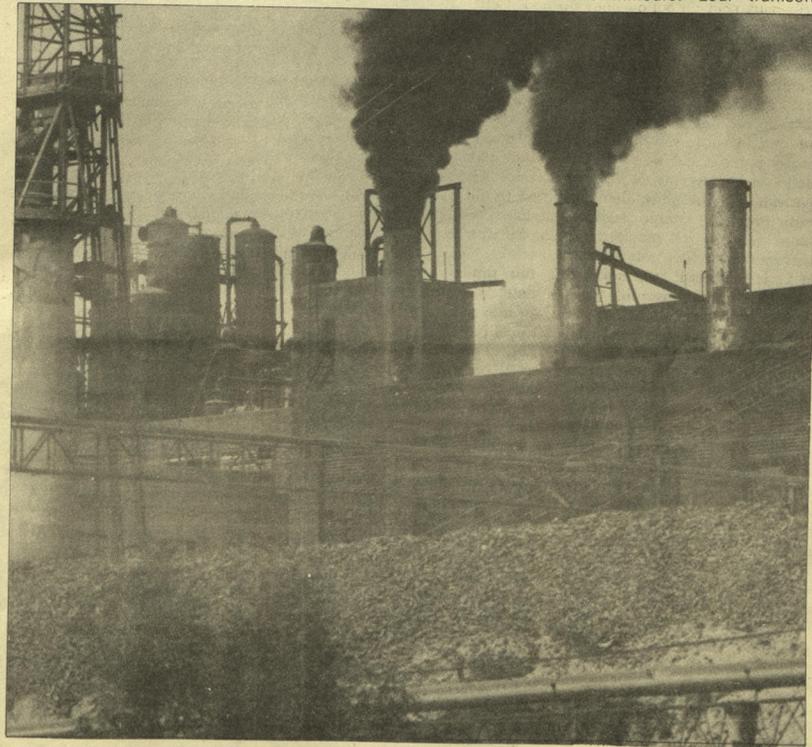
Des mineurs se précipitèrent dans un chantier de bois qui était à proximité et se firent des armes improvisées. Sur ce, le chef des forces policières or-

onna la dispersion des grévistes. Les grévistes des premiers rangs durent se disperser, mais ils découvrirent alors les rangs arrière munis de bâtons. La police ordonna aux mineurs de déposer leurs « armes », là-dessus un gréviste lance : « Je suis Spartacus », tout en élevant son bâton. Alors les grévistes commencèrent à chanter et à bombarder la police avec leur bâton. Ne portant pas de vêtements protecteurs, les policiers furent blessés. La cavalerie chargea donc, poussant les grévistes dans le chantier. Ceux-ci battirent rapidement en retraite.

Des barricades furent érigées, à l'aide de poteaux en bois. Les forces policières durent s'arrêter et faire machine arrière, poursuivies par les grévistes. Une nouvelle fois, la police chargea, et fut bombardée de pierres et de bâtons.

Cette lutte acharnée eut lieu encore à trois reprises. Finalement, la cavalerie l'emporta et força les grévistes à se retrancher dans un champs voisin. Une poursuite s'ensuivit jusqu'à ce que les grévistes regagnent leurs voitures. A 8 heures du matin, les grévistes de Kellingley quittèrent Denby Grange.

Extrait de *Black Flag*



EXÉCUTION DE SACCO ET VANZETTI COLÈRE DANS LE MONDE...

LE 23 août 1927, à 0 heure, Sacco et Vanzetti sont exécutés, plus de sept ans après leurs arrestations. Sept années de luttes, d'espoir, de calvaire s'achèvent par l'électrocution des deux militants. Le monde, qui s'est mobilisé pour sauver ces deux innocents, va apprendre la nouvelle ; sa colère s'enfle, gronde et éclate, traversant les continents à la vitesse du télégraphe. La classe ouvrière se lève et clame son indignation ; en Amérique, en Europe, dans chaque capitale, des foules immenses défilent dans les rues.

« A Union Square, la foule en attente apprend la nouvelle avec stupeur. Les hommes s'arrachent réellement les cheveux, les femmes déchirent leurs vêtements. Dans les quartiers populaires, toutes fenêtres ouvertes, après la criée des petits vendeurs de l'édifice spéciale, on entend pour l'unique fois dans l'histoire le sourd gémissement du peuple de New York. » (1)

A Paris, ce soir du 23 août, deux manifestations ont lieu, elles se rejoignent rapidement et transforment toute la ville en champ de bataille. Des affrontements se déroulent place Clichy, place Blanche, aux Champs-Élysées, boulevard de Sébastopol et boulevard Poissonnière, places de la Bastille et de la République. Au total, il y a 211 arrestations et 121 agents blessés, dont le plus grièvement atteint est

un certain Augène, déjà blessé, coup du sort, lors de l'arrestation de la bande à Bonnot.

La province, à son tour, se mobilise : à Béziers, Nancy, Lyon, Toulouse, Nîmes, Le Mans, meetings et manifestations ont lieu. A Nevers, le maire, pour protester contre l'exécution de Sacco et Vanzetti, a fait mettre le drapeau tricolore de la mairie en berne ; le conseil municipal de Saint-Etienne, quant à lui, a levé sa séance en signe de deuil.

Dans toute l'Europe, des réactions à l'unisson marquent la désapprobation de la classe ouvrière : à Leipzig, la foule tente de prendre d'assaut un poste de police ; à Lisbonne, la police charge pour dissoluer les rassemblements ; à Gothenbourg (Suède), les manifestants essayent de pénétrer dans le consulat américain ; à Bruxelles, violents affrontements entre forces de l'ordre et manifestants. Mais également à Londres, où des milliers de personnes se sont réunis à Hyde Park, « les orateurs ont demandé le boycottage des marchandises américaines jusqu'à ce que le juge Thayer soit révoqué. A Genève, les manifestants ont causé de graves incidents, s'attaquant en particulier au palais de la Société des nations (...) » (2).

Sur d'autres continents, la réaction est la même. Entre autres en Amérique latine, à Buenos Aires (Argentine), les syndicats ouvriers préparent le boycott

tage des marchandises en provenance des Etats-Unis ; à Montevideo (Uruguay), le 24 août, aucun journal ne paraît, les imprimeurs ayant décidé de se mettre en grève, ils seront suivis par d'autres corporations. A Québec, en témoignage de sympathie aux familles de Sacco et Vanzetti, les mineurs ont décidé également de faire grève.

« En U.R.S.S., la campagne pour Sacco et Vanzetti est sévèrement contrôlée pour juguler toute opposition interne. Par exemple, le lendemain de l'exécution (...), un anarchiste russe, Vorchawski, est arrêté à Odessa pour distribution de tracts en faveur des deux victimes. » (3). En revanche, de nombreux meetings, encadrés par le parti communiste, se tiennent dans les usines le soir du 24 août.

Le 23 août 1977, soit exactement cinquante ans plus tard, le gouverneur de l'Etat du Massachusetts, Michael Dukakis, donnera raison à ces foules puisqu'il proclame à cette date la réhabilitation officielle de Sacco et Vanzetti.

P.B.
Gr. Sacco et Vanzetti

(1) Sacco et Vanzetti, Ronald Creagh, éd. La Découverte, voir note de lecture page suivante.

(2) Excelsior du 23 août 1927.

(3) Op. cit. page 246.

ET A PARIS

SACCO et Vanzetti furent exécutés au mois d'août ! Malgré les pressions venues de toutes parts, le gouvernement américain refusera de lâcher ses proies. C'est en ouvrant ses journaux le matin du 23 août que le monde indigné apprit que les rumeurs qui circulaient étaient exactes et que tout était consommé. Les syndicats décrétèrent la grève générale, la presse révolutionnaire appelait à une manifestation, je résolus de m'y rendre. Cette journée m'est restée en mémoire. Avec mon tact habituel, je prévis mon patron que je ne viendrais pas travailler et comme il s'informait des motifs de mon absence, je lui dis clairement pourquoi. Perplexe, il se gratta lentement le cuir, puis sans me répondre, il se remit à cogner sur sa ferraille. Je sus alors que je devais me remettre à chercher un emploi, je m'en foutais, du travail il y en avait en ce temps-là.

Les journaux annonçaient à la fois que toutes les manifestations étaient interdites et les points de rassemblement qui étaient multiples et le moyen de s'y rendre, ce qui définissait parfaitement le caractère de ces manifestations de protestation contre le crime, mais également de propagande décidée par les états majors pour des raisons de concurrence moins nobles. Je pris le métro ; au Chatelet, la foule dégorgeait sur la place pour rejoindre le boulevard Sébastopol où devait se dérouler le défilé des syndicats. Pourquoi suis-je descendu au Chatelet ? Je n'en sais rien. Dans ces circonstances, on se laisse balloter un peu au hasard, surtout lorsque comme moi on n'est embrigadé dans aucun groupe.

C'était ma première manifestation. A la commémoration de l'assassinat de Jaurès j'avais accompagné mes parents, mais celle-ci j'étais décidé de la prendre à mon compte. Des rues avoisinantes, des masses som-

bres débouchaient sur la place. Au loin, on entendait le bruit des sabots des chevaux de la garde sur les pavés. Le Pont au Change était bouché par un contingent de flics qui empêchaient les manifestants de circuler entre la rive droite et la rive gauche, les quais étaient interdits par des hirondelles qui se servaient de leur vélo pour repousser la foule. Lorsque la police chargea pour disperser la masse prise comme dans une ratière, les bagarres éclatèrent. Le seul moyen d'échapper consistait à forcer un barrage. Pris dans les remous, je fus projeté du côté des halles, non sans essayer au passage des coups de pèlerines et de bâtons. Rue Etienne-Marcel, le quadrillage était moins dense. Par les petites rues, je remontai vers les grands boulevards. Les rues que les manifestations morcelées et qui s'étendaient en étoiles, n'avaient pas encore atteintes, étaient étrangement vides et silencieuses.

Les volets des magasins étaient baissés et aux étages, on apercevait entre les rideaux écartés des visages qui scrutaient le quartier. Au loin, on entendait un bruit assourdi où l'on pouvait distinguer les accents de l'Internationale. Parfois à un croisement, au bout d'une rue, on apercevait des grappes humaines qui oscillaient sous les coups de boutoir de la police. Par la rue Montmartre, je gagnais les boulevards pour me diriger vers l'Opéra, autre point de regroupement de la manifestation donné par les organisateurs. Les flics avaient dégagé la voie entre la République et la Madeleine. Les manifestants refluaient dans toutes les petites rues adjacentes, prenaient un nouvel élan pour reconquérir le terrain perdu. Jeu du chat et de la souris, cavalcade épuisante d'où la flicaille ne sortait pas en meilleur état que les travailleurs.

Sur le boulevard des Italiens, la chaussée était jonchée de débris de toutes sortes arrachés



Manifestation à Paris, le 7 août 1927.

aux vitrines de magasins éventrés. Je me dirigeai vers l'Opéra que la foule envahissait de toutes parts et que ni les hirondelles ni les sergents de ville ne parvenaient à disperser. Faisant arme de tout ce qui tombait sous la main les manifestants chargeaient les flics avec vigueur et ceux-ci à leur tour refoulés dans les petites rues se trouvaient pris entre deux feux.

Soudain je levai la tête, vers le carrefour Richelieu-Drouot un bruit sourd qui semblait se rapprocher : « C'est la garde, dit quelqu'un à côté de moi, ils vont charger ! Il est temps de se barrer ! » Se barrer, c'était plus facile à dire qu'à faire. Derrière les boulevards, à cette époque où le quartier n'était pas encore aménagé comme nous le voyons de nos jours, un réseau inextricable de passages, de ruelles, d'impasses empêchaient tout dégagement rapide. Le bruit se rapprochait. A l'extrémité du boulevard des Italiens une masse compacte avançait à petits pas. Au-dessus des têtes, on voyait étinceler les casques de cuivre autour desquels flottaient les crinières. Brus-

quement la cadence s'accéléra, la chaussée se dégaugea de ses derniers manifestants qui se ruaient sur les trottoirs, s'engouffrant dans les rues de traverse où la flicaille à pied les attendait. Le spectacle était extraordinaire et je ne l'ai jamais oublié. J'étais collé à la devanture d'un grand café qui avait rentré sa terrasse et baissé ses rideaux. La cavalerie républicaine passa devant moi au galop, dégageant la chaussée de ce qu'il restait de manifestants affolés. J'étais relativement à l'abri, mais derrière la cavalerie qui ouvrait le chemin, la flicaille à pied ratissait sur toute la largeur du boulevard, nettoyait les trottoirs, entrait dans les immeubles pour en faire sortir à coups de bâtons blancs les petits malins qui s'étaient réfugiés dans les couloirs. Cette foule était composée de jeunes, les femmes rares n'étaient pas les moins combattives et leur vocabulaire constituait une anthologie de la langue verte chère à Francis Garco, auteur en vogue à cette époque. D'ailleurs, elles étaient traitées sans aucune faveur par une police mise en

état de grâce avant de partir à l'assaut et qui empoignait tout ce qui se trouvait à sa portée, cheveux, pattes, fesses sans aucun complexe. Je remontai lentement vers l'Opéra en rasant les murs, me tenant à égale distance de la queue de la cavalerie et de la tête de l'infanterie mais il était évident qu'à l'Opéra ces deux tronçons des forces de l'ordre se rejoindraient et qu'alors ce serait ma fête ! Tout un cinéma se déroulait sous mon crâne. D'abord une trempe, ensuite la taule, enfin pour chapeauter ce cirque, comme j'étais mineur, ma famille serait prévenue et Frédo débarquerait à Paris pour me récupérer. Une deuxième version, somme toute, de ma mésaventure de Deauville mais en mieux réussie. J'en étais là de mes réflexions et je regardais en serrant les fesses l'espace entre les deux contingents de flics se rétrécir lorsque je me sentis tiré par l'épaule.

— Reste pas là, môme, tu vas te faire écharper.

Je me retournai, j'étais encadré par deux zigotos en largot Laffont et en casquettes. Des propos plus vrais que nature ! Ils me poussèrent vers une porte cochère. Je protestai.

— Pas par là, on va se faire coincer comme des rats.

— T'occupe pas, avance.

Un de mes compagnons avait repoussé le portail et arrimait derrière des boîtes à ordures que le lendemain la bignone aurait bien du mal à trier ! Nous traversâmes au galop une vaste cour plantée de végétations rabougries avant de nous retrouver dans un autre couloir qui donnait sur une rue. Un des gars poussa la porte, passa la tête. Dans la rue tout était tranquille. Au loin, on entendait les piétinements et les cris des manifestants (1).

Maurice Joyeux

(1) Extraits des « Souvenirs » de M. Joyeux, ouvrage à paraître prochainement (NDLR).



NOTE DE LECTURE

« SACCO ET VANZETTI » DE RONALD CREAGH

SACCO et Vanzetti, symboles de l'injustice bourgeoise, sont entrés dans la mythologie ouvrière contemporaine. Ces deux ouvriers italiens, survivant tant bien que mal dans l'Amérique en pleine mutation économique, attendent sept ans durant, que la main du bourreau baisse la manette. Deux hommes qui subirent un martyre indescriptible pendant que naissaient de nouveaux rapports sociaux et étatiques. Deux hommes vers lesquels se tournèrent les regards du monde entier et qui polarisèrent l'espace d'un assassinat institutionnel l'espoir d'une transformation sociale réelle.

Sacco et Vanzetti, que nous découvrons au fil des pages, luttent dans les centres urbains, animent des cercles libertaires ou des grèves ouvrières, rien dans leur statut, leur vie individuelle ne les appelait sur le devant de la scène politique mondiale. En définitive, ils seront broyés par la logique d'un système social qui utilise des destins particuliers pour asseoir définitivement des institutions en perpétuelle mutation.

Ronald Creagh nous montre les contradictions traversant le monde capitaliste et les réactions des diverses classes sociales face à cette situation. Ce plongeon dans la société américaine nous fait prendre conscience du poids inexorable de cette machination politicienne et juridique. La lutte menée par le gouvernement et les Etats américains contre l'immigration et le mouvement libertaire fait partie de l'outil traditionnel d'une classe au pouvoir pour asseoir sa domination, diviser une opposition ouvrière.

Sacco et Vanzetti ont été hier les boucs émissaires d'une justice aveugle ; aujourd'hui, en France, ce sont des milliers de travailleurs immigrés qui subissent dans l'indifférence générale une logique répressive, identique quant au fond. Sacco et Vanzetti sont également les symboles d'une solidarité ouvrière internationale qui n'a pas baissé les bras devant la monstruosité d'une telle situation.

Les manifestations, les vagues de protestation, les grèves ont ancré définitivement Sacco et Vanzetti dans la mythologie

contemporaine. Aujourd'hui même, les assassinats, les stades pleins, les goulags ne soulèvent plus un tel élan de solidarité. L'indifférence, l'habitude deviennent notre lot commun et sont les barrages solides à toute mobilisation. Il nous faut aller chercher des réponses au cœur même des idéaux traversant les classes ouvrières ou les milieux libéraux. Dans les années 20, le mouvement socialiste et ouvrier, malgré de nombreux échecs dans sa lutte contre le capital et le pouvoir, conserve une partie de son prestige dans la possibilité d'abattre immédiatement l'exploitation. Il connaît un renouveau à travers l'espoir de la révolution russe. L'Internationale rouge et le mouvement libertaire sont concurrentiels et se partagent des secteurs d'influence au sein de la classe ouvrière. L'organisation de la solidarité aux Etats-Unis et en France pour sauver Sacco et Vanzetti en sont des exemples. L'U.R.S.S. utilise Sacco et Vanzetti pour redorer le blason du mouvement communiste ; l'Union anarchiste quant à elle sera à l'initiative de nombreuses actions et de mouvements de protestation massifs.

Trop rapidement tracé par Ronald Creagh, ce tableau de l'échiquier social et des enjeux qui se cachent derrière lui est rempli de clair obscur. Il nous offre certaines clés et nous en apercevons l'esquisse d'un jeu politique qui nous est dorénavant habituel. Les déchirements, les cassures, les moments d'enthousiasme de cette longue lutte de solidarité augurent du mouvement ouvrier et socialiste moderne.

L'auteur, à travers le portrait qu'il trace de l'Amérique et de l'état de la solidarité ouvrière, ouvre des pistes que nous découvrons avec enthousiasme ou qui nous apparaissent a priori inattendues. L'histoire du mouvement libertaire italien aux Etats-Unis reste néanmoins à écrire. Au fil des pages, nous suivons la force, la volonté d'un mouvement de solidarité qui bien que parcouru des perspectives politiques divergentes a su donner toute l'ampleur nécessaire à une démonstration d'opposition réelle à un capitalisme dur et sauvage.

Il a fallu attendre 1984 pour qu'enfin un ouvrage (1) nous livre dans toute sa détresse, ses enjeux politiques, le martyre que subirent Sacco et Vanzetti. Il reste à Ronald Creagh à nous offrir dans un second livre l'histoire complète du mouvement libertaire italo-américain, si méconnu, et qu'il nous a esquissé dans son livre *Sacco et Vanzetti*.

T. Rosell

(1) Sacco et Vanzetti, Ronald Creagh, éd. La Découverte/Actes et mémoires du peuple, en vente à la librairie du Monde libertaire, 88 F.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• **Jeudi 29 novembre :**
« Attention fragile » (10 h à 12 h) : L'ACAPES, coopérative de consommateurs au Sénégal, avec El Hadj N'Gom.
« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : avec Pierre Litoust, auteur-compositeur-interprète, qui chantera en direct.
« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : l'émission de l'Union pacifiste de France reçoit Plantu, dessinateur.
« Allo maman bobo » (20 h à 22 h) : la parapsychologie, les phénomènes psy. et l'inconnu.

• **Vendredi 30 novembre :**
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Serge Kolm présentera son dernier livre *La bonne économie, la réciprocité générale*. Après le marché et le plan, une économie humaine ?

• **Samedi 1^{er} décembre :**
« Mon village, ma maison » (9 h à 11 h) : les problèmes du logement, les expulsions.
« La tête et les mains » (11 h à 12 h) : le compagnonnage.
« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : les suppressions d'emplois à la S.N.C.F. et la situation à l'E.D.F.

• **Mercredi 5 décembre :**
« By Jove ! » (12 h à 14 h) : le magazine de la bande dessinée avec Dimitry, Toto Brother et « 13 ».

ABONNEMENT AUX ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

DÉPUIS déjà plusieurs années, par le biais des éditions du Monde libertaire, la Fédération anarchiste a entrepris d'éditer des livres anarchistes. Peu ! Trop peu ! Car il faut le savoir, dans le cadre d'une société capitaliste, éditer des livres anarchistes, ça ne se fait pas tout seul. Il faut de l'énergie et de l'argent. Et si nous avons de l'énergie à revendre, en revanche, nous manquons cruellement d'argent.

Or pour que nos idées se répandent, il est fondamental que nous éditons des livres anarchistes. Toujours plus de livres anarchistes ! Car cela tombe sous le sens, si nous n'éditions pas nous-même des livres anarchistes, ce ne sont pas les éditeurs bourgeois ou marxistes qui le feront !

Aussi, conscients de cette responsabilité qui nous incombe, nous avons décidé de faire de gros efforts pour augmenter le nombre de livres que nous éditons et leur « look » (format plus grand, couverture glacée, etc.). Mais ces efforts ne pourront véritablement aboutir qu'avec votre aide.

Votre aide, bien sûr, ce sera d'acheter les livres que nous éditons. Mais désormais, ce sera également l'abonnement que vous souscrirez aux éditions

du Monde libertaire. Cet abonnement d'un montant de 200 F, vous permettra de recevoir trois livres d'une valeur totale de 250 F. Soit, une économie de 50 F.

Pour nous, ces abonnements signifient une rentrée d'argent frais nous assurant un volant de trésorerie conséquent. De plus, grâce aux abonnements nous pourrions, en échappant aux profits réalisés sur notre dos par les distributeurs et les libraires, réaliser des économies substantielles.

Bref, pour vous comme pour nous, l'abonnement aux éditions du Monde libertaire est une bonne formule. Aussi, si vous souhaitez lire toujours plus de livres anarchistes, donnez nous les moyens de les éditer... et abonnez-vous.

Voici nos prochaines parutions :

- *L'Education libertaire*, de J.-M. Raynaud, (nouvelle version complétée), 250 pages, parution prévue : janvier 85 ;
- *Les souvenirs* de Maurice Joyeux, 500 pages environ, parution prévue : avril-mai 85 ;
- *Textes choisis* de C. Berneri, 250 pages environ, parution prévue : septembre 85. (Les titres seront sans doute modifiés lors de l'édition.)

Sec. Histoire et Edition



SPÉCIAL COPINAGE

LOUIS Arti sera du 5 au 9 décembre 1984 au studio Bertrand, 29, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris (tél. : 783.99.16). Concert à 21 heures. Réservations : F.N.A.C. et au Trou noir.

« Le Monde libertaire »

GALA BESANÇON

LE gala du 6 novembre du groupe de Besançon avec Bernard Lavilliers a été un succès : une soirée de qualité dont un compte rendu paraîtra dans le prochain numéro du *Monde libertaire*.

La rédaction

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

Souscrit un abonnement aux éditions du Monde libertaire.
200 F pour trois titres d'une valeur totale de 250 F.
300 F et plus : abonnement de soutien.

Chèque à adresser à l'ordre de F. Dedieu, et à adresser à :
Librairie du Monde libertaire
Secrétariat Histoire et Edition
145, rue Amelot
75011 Paris

A découper

ALGÉRIE UNE DÉMOGRAPHIE GALOPANTE

AUJOURD'HUI, la population algérienne est estimée à 21 millions d'habitants alors qu'elle était de 10,5 millions en 1962, et que selon les projections, elle atteindra 34,5 millions en l'an 2000. Ces données illustrent les dimensions que prend ce phénomène dans ce pays. Le gouvernement tente de freiner cette démographie galopante qui révèle au grand jour les graves carences du système économique, social et politique de l'Algérie.

Après une période de stabilisation, voire de régression au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, en raison de la guerre coloniale française, la population n'a cessé de s'accroître. Ce phénomène peut s'expliquer par deux raisons : d'une part, au lendemain des guerres, on observe toujours une flambée nataliste, et d'autre part, il y a eu une baisse relative de la mortalité infantile. Cette pression démographique qui a déjà des répercussions sur les besoins sociaux : alimentation, logements, emploi, ne peut que les aggraver dans les années à venir.

En matière de logements, le projet du plan quinquennal note qu'entre 1966 et 1977, la population algérienne a augmenté de 5,5 millions. Pendant cette même période, le parc immobilier a augmenté seulement de 475 000 logements. Cet accroissement ne répond en fait qu'à 40% des besoins exprimés. En 1982, le parc immobilier était évalué à un peu plus de 2,5 millions de logements dont près de 500 000 (18%) de construction sommaire : gourbis, baraques et autres constructions (garages, caves) utilisés pour l'habitation.

Cette crise du logement s'explique par un taux élevé d'occupation par pièce (2,69 personnes en 1982). A cette même date, on estimait qu'au moins 20 000 ménages de 2 personnes ou plus habitaient dans des logements d'une seule pièce. Selon certaines hypothèses, il faudrait construire près de 4,5 millions de logements dans les 15 ans à venir, soit un rythme de 250 000 par an, alors que l'on réalise actuellement environ 120 000 logements par an.

En 1980, le nombre d'emplois était de 3,7 millions, or on estime qu'il doit passer à 8,5 millions en l'an 2000. Autrement

dit, il faudrait créer d'ici là 3 millions d'emplois nouveaux, soit un rythme de 250 000 par an à partir de 1985. Depuis 1962, la classe dirigeante algérienne n'a nullement tenté de freiner le mouvement migratoire, et pour cause, les rentrées de devises qui résultaient de l'envoi par les émigrés d'une partie de leur salaire à leur famille, contribuaient à alléger les charges sociales du budget de l'Etat.

L'émigration de plus abaissait le taux de chômage dans le pays, camouflant ainsi les problèmes d'emploi. Aujourd'hui, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie, on est loin des prévisions des « perspectives septennales » qui promettaient pour l'horizon 80 un emploi pour chaque personne active.

En matière de scolarisation, la population écolière représentera plus du quart de la population totale, ce qui dévoilera un manque d'infrastructures criant : écoles, cantines, centres culturels, enseignants...

La proportion des familles nombreuses augmente au fur et à mesure que le niveau de revenu décroît. Le gouvernement s'est révélé incapable de se donner les moyens techniques (centre d'accueil, par exemple) à son programme d'espacement des naissances. D'autre part, une certaine vision de la famille est encore ancrée chez le peuple algérien, la forte natalité étant due essentiellement à des facteurs culturels, économiques et psychologiques.

D'énormes besoins en matière de couverture sanitaire, de production agricole industrielle, de production de services, logements, emplois, etc. En Algérie, le problème démographique risque d'être le détonateur d'une explosion sociale. A cause d'une bureaucratie écrasante, d'une bourgeoisie privée qui ne pense qu'à faire fructifier son capital, la situation du peuple algérien devient de plus en plus difficile.

Faillite d'un modèle économique, d'un élitisme de parti c'est au peuple qu'il revient de reprendre son destin en main pour en finir une fois pour toute avec les usurpateurs et autre avant-garde.

Jean-Claude
Gr. Kropotkin



LES VEINES OUVERTES DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

LA tension qui maintient le Nicaragua dans une situation de mobilisation générale ne cesse, au fur et à mesure des événements, de révéler combien est précaire la position de cet Etat vis-à-vis de son grand ennemi du nord, mais aussi par rapport aux autres pays d'Amérique centrale. Constat solidement établi pour le Salvador, plus exactement l'opposition armée clandestine représentée par le Front Farabundo Martí de libération nationale (à un degré moindre, l'Armée révolutionnaire du peuple de Joaquin Villalobos).

Politique du gros bâton

Les agissements en marge de la légalité, en toute quiétude également, des Etats-Unis ne sont nés qu'en réaction, c'est bien le terme à employer, à l'échec total des négociations diplomatiques entre les deux pays. Que ce soit à l'instigation de Thomas Enders, secrétaire d'Etat aux Affaires interaméricaines, en août 1981, ou Antony Quainton, ambassadeur des Etats-Unis à Managua, les démarches innombrables pour aboutir à un accord de paix ont échoué sur la volonté de pourrissement, de laisser faire et de mépris de la part de l'administration Reagan.

Les exigences américaines — rétrocession des armes aux pays d'origine, arrêt total du soutien logistique à la guérilla salvadorienne, interdiction de

futures importations d'armements, retrait des conseillers militaires cubains, exigence d'un pluralisme de parti et tenue d'élections libres, on en passe et des meilleures — malgré leur caractère révoltant et humiliant n'ont pas laissé d'autre alternative à la Junte sandiniste que d'accorder des concessions pour arriver à un règlement pacifique du conflit. Concessions qui équivalaient, si elles s'étaient concrétisées, à une défaite potentielle !

L'administration Reagan irresponsable !

L'ancien secrétaire d'Etat, Alexander Haig, laisse comprendre que l'abandon des tentatives de conciliation du département d'Etat tient davantage à un règlement de compte interne qu'à une volonté politique. Haig, martyr de la cause sandiniste ! Sa parano s'est nourrie des liens étroits entre William Clark et Enders, accusés d'avoir formé un groupe de pression — ce n'est guère difficile — auprès de Reagan. Toujours est-il, que ces explications n'obèrent pas de ce fait incontesté : les Etats-Unis ont rejeté fermement toute opportunité d'éviter une augmentation des tensions qui amènent maintenant à envisager, suite logique, une intervention militaire directe. Pour quelles véritables raisons ? Inaptitude, victoire du « lobby » militaire ? C'est ce que l'on aurait pu penser lorsque le Conseil natio-

nal de sécurité autorisa la C.I.A. à appuyer les « contras » et approuva les opérations paramilitaires clandestines.

L'avenir, ou plutôt une analyse lucide des trois dernières années, peut y répondre. Quoiqu'il en soit, le nouvel échec, provisoire peut-être, des propositions de paix du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela et Panama) abonde dans notre analyse. Les objections avancées par les Etats-Unis bloquent cet acte de paix dans le processus de signature, accepté tel quel, en revanche, par les autorités sandinistes.

Les déclarations d'Alan Romberg, sous-secrétaire de la Défense pour les affaires inter-américaines, et Nestor Sanchez, porte-parole du département d'Etat, en explication de la non approbation du plan de paix donnent aux déficiences du mécanisme de vérification en matière de sécurité comme au calendrier du processus de désarmement le rôle principal de pierre d'achoppement. Pauvres considérations ! Tous les prétextes seront désormais bons à saisir... Le cargo soviétique, entré dans le port de Corinto, par exemple.

Etat d'urgence, mobilisation générale au Nicaragua... Grandes manœuvres des troupes américaines au Honduras... L'hiver 84 risque d'être la saison des hommes et des femmes morts pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Hervé
Gr. Paris XIV^e

TCHAD HABRÉ FAIT DU ZÈLE

LE Tchad, ce n'est pas le Vietnam. La presse américaine, parallèle et/ou de contre-culture et officielle a pesé sur le cours des événements, provoquant une mobilisation sans précédent puisque donnant à voir et témoignant des atrocités des bombardements massifs du Nord-Vietnam et Hanoi. La presse française, quant à l'affaire tchadienne, se déconsidère sans retenue. Fidèle à ses principes de « sensationnalisme » et à son rôle d'A.I.E. (appareil idéologique d'Etat, locution inventée par Althusser — c'est marxiste, mais bien pratique !), elle prouve, confirme trois tendances : le néo-colonialisme n'est pas mort dans les cerveaux de l'intelligentsia française, qu'elle — cette presse — demeure à la botte du pouvoir d'Etat et qu'en définitive, l'on ne sait ce qu'ils veulent bien que l'on sache.

Ils, c'est en l'occurrence le renseignement militaire. L'armée n'aime décidément pas que le peuple s'intéresse à elle et à ce qu'elle fait. Tous les journalistes, photographes accrédités, et à plus forte raison les « freelances » vous le diront. Les sources d'information furent précautionneusement canalisées, les terrains de ma-

nœuvre interdits à l'observation civile et les communiqués travaillés mot à mot. La désinformation et l'intoxication ont été une affaire qui marche. Les services secrets français ont probablement beaucoup retenu de la manière dont les médias anglais ont rendu compte de la guerre des Malouines. C'est une conclusion, sûrement définitive, parmi nombre d'autres, de ce conflit tchadien.

Guerre coûteuse paix bradée

Une autre, toute aussi importante est l'inconséquence, voire l'incompétence, affichée par Hissène Habré.

L'accord franco-libyen du 16 septembre prévoyait un retrait simultané et bilatéral des forces d'occupation. C'est effectivement la meilleure des solutions pour Mitterrand et Kadhafi. L'enlèvement des éléments d'appui libyens et du contingent de la force Manta, le coût exorbitant de cette « sortie » y auraient conduit un jour ou l'autre. Mais voilà, Habré n'a semble-t-il pas compris. La bande d'Aouzou, la palmeraie de Faya-Largeau et Fada sont aux mains de l'A.N.L. (Ar-

mée de libération nationale), corps militaire du G.U.N.T. de Goukouni Oueddei. Habré l'a maintes fois affirmé, la reconquête du Nord est une priorité. Bien avant l'arrêt des exactions et troubles que provoquent les troupes goranes des F.A.N.T. (Forces armées nationales tchadiennes). Situation qui préoccupe bien évidemment les rebelles du G.U.N.T. qui, sans appui logistique libyen, se feraient tailler un costume à l'oïl.

Le maintien d'éléments libyens au nord du Tchad s'explique par le manque total d'assurances qu'Habré ne profitera pas du départ de la Légion islamique pour se lancer à l'assaut du B.E.T. (moitié nord du pays : Borkov, Ennedi, Tibesti). Par sa soif de pouvoir, de légitimité, Habré « emmerde » son monde et le gouvernement français comme ses alliés africains modérés tentent bien de lui faire saisir qu'il ne faudrait pas qu'il se pose trop longtemps en obstacle à un règlement tchadien — pacifique autant que faire se peut — de cette guerre civile.

Hervé
Gr. Paris XIV^e